# Rapport annuel au Parlement de l'ADRC
# États financiers 2002-2003

*Pour vous servir encore mieux !*
*More Ways to Serve You!*

Agence des douanes et du revenu du Canada
Canada Customs and Revenue Agency

Canada

**Rendons *compte***, notre rapport annuel sur le rendement présenté au Parlement, porte sur deux thèmes clés : les réalisations de l'ADRC depuis sa transformation en agence et, dans le cas du présent rapport, pendant sa troisième année en tant qu'agence, ainsi que la capacité de son personnel à réaliser la promesse du statut d'agence. Dans ces deux thèmes, le même fil conducteur ressort : le travail d'équipe est essentiel tant à nos réussites jusqu'à présent qu'à l'atteinte des objectifs stratégiques fixés dans nos plans d'entreprise. Comme élément sous-jacent à ce thème, on trouve l'engagement ferme de constituer une organisation branchée et apprenante, où nous pouvons travailler ensemble en vue de réfléchir à nos expériences (qu'il s'agisse de réussites ou d'échecs) ainsi que sur les idées, connaissances et aperçus nouveaux qui nous permettront d'améliorer continuellement notre rendement.

Cette année, **Rendons *compte*** se divise en deux volumes. Le présent volume donne un aperçu, à l'échelle de l'Agence, des résultats liés à l'exécution de nos programmes et renferme des résumés de notre rendement dans chacun de nos cinq secteurs d'activité par rapport aux objectifs fixés dans le *Plan d'entreprise 2002-2003 à 2004-2005*. Le deuxième volume, ***États financiers de l'ADRC***, présente l'information financière liée à notre exploitation et à nos responsabilités en 2002-2003. Il comprend également des renseignements financiers supplémentaires destinés à répondre aux exigences touchant les rapports sur le rendement à l'échelle de l'administration fédérale.

# Table des matières

## Rapport annuel au Parlement de l'ADRC
## États financiers 2002-2003

Introduction ..... 2-5

États financiers vérifiés ..... 2-7

Énoncé de responsabilité de la direction ..... 2-9

États financiers – Activités de l'Agence ..... 2-11

États financiers – Activités administrées ..... 2-31

Rapport de gestion supportant les états financiers vérifiés ..... 2-49

Rapport de gestion – Activités de l'Agence ..... 2-51

Discussion et analyse de la gestion – Revenus administrés ..... 2-52

Information financière supplémentaire non vérifiée ..... 2-53

Renseignements sur le rendement financier – Crédits parlementaires ..... 2-55

# Introduction

Cette partie du Rapport annuel au Parlement de l'Agence des douanes et du revenu du Canada (ADRC) contient des états financiers vérifiés concernant les opérations de l'ADRC et les activités qu'elle administre, ainsi que des renseignements financiers supplémentaires non vérifiés relatifs aux crédits parlementaires.

Les états financiers vérifiés relatifs aux opérations et aux activités de l'ADRC présentent des renseignements financiers conformément aux principes comptables du gouvernement du Canada. En 2002-2003, le gouvernement du Canada a modifié sa politique comptable en adoptant la comptabilité d'exercice pour toutes les opérations, tel qu'annoncé dans le budget fédéral de 2003-2004. Les modifications en vertu de la comptabilité d'exercice pour toutes les opérations sont indiquées dans les notes des états financiers.

Aux fins de rapports financiers, les activités de l'ADRC ont été divisées en deux jeux d'états financiers – Activités de l'Agence et Activités administrées. Les états des Activités de l'Agence comprennent les recettes et les dépenses de fonctionnement contrôlées et utilisées par l'ADRC pour la gestion de l'organisation. Les états des Activités administrées fournissent des renseignements sur les recettes et les dépenses que l'ADRC gère pour le compte du gouvernement fédéral, des provinces, des territoires, des Premières nations ou d'autres groupes ou organismes. Le vérificateur général du Canada émet des opinions sur ces deux jeux d'états financiers. En plus des états financiers vérifiés, ce document contient des rapports de gestion sur les opérations de l'ADRC et les activités qu'elle administre.

Les renseignements financiers supplémentaires non vérifiés qui se rapportent au rendement de la gestion des ressources de l'Agence, en vue de rendre compte au Parlement de l'utilisation de ses crédits annuels, sont préparés selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée qui est différente de la méthode utilisée pour les états financiers. Cette méthode de comptabilité, fondée sur les crédits, ne comprend pas, par exemple, d'amortissements ou certains rajustements de comptabilité d'exercice pour les services rendus par d'autres ministères, qui font partie de l'état des résultats vérifiés. Voir note 4 de la page 2-25 et Tableau 9 de la page 2-70 pour les rapprochements entre ces deux méthodologies de comptabilité. Les opinions du vérificateur général sur les états financiers ne s'appliquent pas à ces renseignements financiers supplémentaires.

L'ADRC maintient des systèmes et des pratiques de contrôle des finances et de la gestion qui procurent une assurance raisonnable du caractère juste et franc des renseignements présentés pour rendre compte du rendement de l'Agence par rapport aux objectifs visés. Afin de garantir un haut niveau d'assurance, la Vérification interne effectue des examens indépendants de divers aspects de renseignements donnés sur le rendement de l'Agence. En outre, le Comité de la vérification et des ressources du conseil de direction, qui supervise les responsabilités de la direction en ce qui a trait au maintien d'un contrôle interne et de systèmes adéquats de rapports financiers et de rapports sur le rendement, rencontre périodiquement les vérificateurs internes et externes. Le conseil de direction recommande *le Rapport annuel* à la ministre pour approbation.

# États *financiers vérifiés*

# Énoncé de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints de l'Agence des douanes et du revenu du Canada conformément aux principes comptables compatibles avec ceux qui régissent la préparation des états financiers du gouvernement du Canada. Les principales conventions comptables sont énoncées à la note 2 des états financiers.

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans les états financiers incombe à la direction de l'Agence. Dans un souci d'objectivité et d'impartialité, ces états financiers ont été approuvés par le Comité de la vérification et des ressources de l'Agence au nom du Conseil de direction. Le Comité de la vérification et des ressources est indépendant de la direction et tient des réunions à intervalles réguliers avec cette dernière de même qu'avec les vérificateurs internes et la vérificatrice générale du Canada. Les vérificateurs ont libre accès au Comité de la vérification et des ressources.

Certains renseignements présentés dans les états financiers, comme les comptes de régularisation, les services fournis sans frais par d'autres ministères et la provision pour créances douteuses, sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes pour l'enregistrement des opérations financières de l'Agence. Les renseignements financiers soumis aux Comptes publics du Canada et inclus dans le rapport annuel de l'Agence concordent avec les états financiers ci-joints.

L'Agence exploite des systèmes de gestion financière et de contrôle interne en tenant dûment compte des coûts, des avantages et des risques. Ces systèmes sont conçus pour donner une assurance raisonnable que les opérations respectent les autorisations du Parlement et des autres parties telles que les provinces et les territoires, qu'elles sont exécutées en conformité avec les règlements, et qu'elles sont enregistrées de manière à rendre compte de l'utilisation des fonds et à assurer la protection des actifs. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont appuyés par des programmes de vérification interne. L'Agence veille également à l'objectivité et à l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection soignée, la formation et le perfectionnement d'employés qualifiés, par des dispositions assurant une répartition appropriée des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer la compréhension des règlements, des politiques, des normes et des responsabilités de gestion dans toute l'organisation.

La vérificatrice générale du Canada effectue une vérification indépendante et exprime des opinions sur les états financiers ci-joints.

Approuvé par :

Le commissaire,

Alan Nymark

L'administrateur supérieur des affaires financières
et sous-commissaire, Finances et administration,

Stephen Rigby

Ottawa, Ontario
le 29 septembre 2003

# États financiers – *Activités de l'Agence*

Vérificatrice générale du Canada
Auditor General of Canada

## RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Au Conseil de direction de l'Agence des douanes et du revenu du Canada
et à la ministre du Revenu national

J'ai vérifié l'état de la situation financière (activités de l'Agence) de l'Agence des douanes et du revenu du Canada au 31 mars 2003 et les états des résultats, du passif net et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Agence. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière des activités de l'Agence des douanes et du revenu du Canada au 31 mars 2003 ainsi que des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2 aux états financiers.

La vérificatrice générale du Canada

Sheila Fraser

Sheila Fraser, FCA

Ottawa, Canada
le 25 juillet 2003

# État de la situation financière – Activités de l'Agence

au 31 mars
(en milliers de dollars)

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| **ACTIF** | | |
| **Actif financier** | | |
| Encaisse | 315 | 309 |
| Somme à recevoir du Trésor (note 2) | 266 225 | 336 263 |
| Débiteurs (note 6) | 25 497 | 22 409 |
| | 292 037 | 358 981 |
| **Actif non financier** | | |
| Charges payées d'avance | 9 217 | 7 832 |
| Stocks de fournitures | 9 537 | 12 709 |
| Immobilisations (note 8) | 329 963 | 233 408 |
| | 348 717 | 253 949 |
| **TOTAL** | **640 754** | **612 930** |
| **PASSIF** | | |
| Salaires et avantages sociaux à payer aux employés | 56 497 | 150 625 |
| Créditeurs et charges à payer | 209 371 | 185 206 |
| Congés annuels et congés compensatoires | 148 030 | 133 989 |
| Obligations au titre de contrats de location-acquisition (note 12) | 5 968 | 6 804 |
| Indemnités de cessation d'emploi | 441 915 | 381 752 |
| Autres passifs | 1 038 | 758 |
| | 862 819 | 859 134 |
| **Passif net** (note 7) | (222 065) | (246 204) |
| **TOTAL** | **640 754** | **612 930** |

Passifs éventuels (note 11) et engagements (note 13)

*Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.*

Approuvé par :

Le commissaire,

Alan Nymark

Le président du Conseil de direction,

Michael L. Turcotte

# État des résultats – Activités de l'Agence

pour l'exercice terminé le 31 mars
(en milliers de dollars)

| | 2003 | 2002 (Redressés-note 3) |
|---|---|---|
| **CHARGES** | | |
| Personnel | | |
| Salaires | 2 208 492 | 2 008 680 |
| Autres avantages et indemnités | 1 009 550 | 830 790 |
| | 3 218 042 | 2 839 470 |
| Locaux | 241 016 | 222 495 |
| Services professionnels et spéciaux | 199 596 | 179 885 |
| Transports et communications | 192 857 | 181 126 |
| Paiements de transfert (note 14) | 109 307 | 108 126 |
| Services de réparation et d'entretien | 83 339 | 78 314 |
| Achats de matériel | 81 696 | 73 697 |
| Fournitures et approvisionnements | 57 453 | 63 642 |
| Autres services | 39 760 | 40 582 |
| Amortissement des immobilisations (note 8) | 27 419 | 20 880 |
| Perte sur aliénations d'actifs | 15 888 | 905 |
| Location de matériel et autres | 14 189 | 11 864 |
| Services de réclame, d'imprimerie et services connexes | 6 051 | 6 378 |
| Services publics | 510 | 561 |
| Autres charges | 3 566 | 3 942 |
| **Total des charges** | 4 290 689 | 3 831 867 |
| **REVENUS NON FISCAUX** (note 5) | 196 608 | 204 399 |
| **RÉSULTATS D'EXPLOITATION NETS** | **4 094 081** | **3 627 468** |

*Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.*

# État du passif net – Activités de l'Agence

pour l'exercice terminé le 31 mars
(en milliers de dollars)

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| Passif net au début de l'exercice | (246 204) | (283 473) |
| Résultats d'exploitation nets | (4 094 081) | (3 627 468) |
| Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada | 3 681 645 | 3 099 807 |
| Services fournis sans frais par d'autres ministères (note 10) | 506 613 | 465 708 |
| Variation de la somme à recevoir du Trésor (note 2) | (70 038) | 99 222 |
| **Passif net à la fin de l'exercice** (note 7) | **(222 065)** | **(246 204)** |

*Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.*

# État des flux de trésorerie – Activités de l'Agence

pour l'exercice terminé le 31 mars
(en milliers de dollars)

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| **Activités d'exploitation** | | |
| Résultats d'exploitation nets | 4 094 081 | 3 627 468 |
| **Ajustements des éléments hors caisse** | | |
| **État des résultats** | | |
| Amortissement des immobilisations (note 8) | (27 419) | (20 880) |
| Perte nette sur l'aliénation et la radiation d'immobilisations | (15 567) | (817) |
| Services fournis sans frais par d'autres ministères (note 10) | (506 613) | (465 708) |
| **État de la situation financière** | | |
| Variation des actifs financiers autres que somme à recevoir du Trésor | 3 094 | (5 507) |
| Variation des actifs non financiers autres que immobilisations | (1 787) | (944) |
| Variation du passif autre que obligations au titre de contrats location-acquisition | (4 521) | (153 253) |
| **Fonds affectés aux activités d'exploitation** | 3 541 268 | 2 980 359 |
| **Activités d'investissement** | | |
| Acquisition d'immobilisations | 139 904 | 119 524 |
| Variation des obligations au titre de contrats de location-acquisition | 836 | 12 |
| Produit de l'aliénation d'immobilisations | (363) | (88) |
| **Fonds affectés aux activités d'investissement** | 140 377 | 119 448 |
| **Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada** | **3 681 645** | **3 099 807** |

*Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.*

# Notes complémentaires aux états financiers – Activités de l'Agence

## 1. Autorisation et objectif

L'Agence des douanes et du revenu du Canada (appelée ici « l'Agence ») a été créée le 1er novembre 1999 en vertu de la *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada* pour soutenir l'évolution de l'administration fiscale et des services douaniers au Canada.

L'Agence est un établissement public figurant à l'annexe II de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et elle rend compte au Parlement par l'entremise du ministre du Revenu national. Les dépenses de l'Agence sont financées à même les crédits parlementaires du gouvernement du Canada.

La mission de l'Agence est de fournir appui, conseils et services, notamment :

a) appuyer l'administration ainsi que l'application des lois et règlements relatifs aux programmes;
b) mettre en oeuvre toute entente conclue entre elle ou le gouvernement fédéral et le gouvernement d'une province ou un organisme public remplissant des fonctions gouvernementales au Canada et portant sur l'exercice d'une activité, l'administration d'une taxe ou d'un impôt ou l'application d'un programme;
c) mettre en oeuvre toute entente ou tout accord conclu entre elle et un ministère ou organisme fédéral portant sur l'exercice d'une activité ou l'application d'un programme;
d) mettre en oeuvre toute entente conclue entre le gouvernement fédéral et des gouvernements autochtones portant sur l'administration d'une taxe ou d'un impôt.

Dans l'exécution de sa mission, l'Agence :

- perçoit des recettes et administre des lois fiscales pour le compte du gouvernement fédéral, de certaines provinces et territoires et d'autres instances, y compris les Premières nations;
- offre des services douaniers et applique les lois régissant le commerce et les déplacements internationaux;
- exécute certains programmes de prestations sociales et de soutien financier prévus par le régime fiscal pour la population canadienne.

L'Agence administre, pour le compte d'autres entités, les impôts et les taxes de vente, les cotisations au Régime de pensions du Canada (RPC), les cotisations de l'assurance-emploi (AE) et les montants perçus pour d'autres groupes ou organisations. L'Agence est chargée de l'application et de l'exécution des lois suivantes et d'autres lois en vertu desquelles le ministre du Revenu national joue un rôle autorisé : la *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada*, la *Loi sur les allocations spéciales pour enfants*, la *Loi sur les douanes*, le *Tarif des douanes*, la *Loi sur l'accise*, la *Loi sur la taxe d'accise* (y compris la taxe sur les produits et services (TPS)/la taxe de vente harmonisée (TVH)), la *Loi de l'impôt sur le revenu* et autres.

Le ministre du Revenu national est responsable de l'Agence et demeure responsable devant le Parlement de l'administration et de l'exécution des lois régissant les divers programmes fiscaux et douaniers.

## 2. Sommaire des principales conventions comptables

Aux fins des rapports financiers, les activités de l'Agence ont été réparties en deux jeux d'états financiers : les activités de l'Agence et les activités administrées. Les états financiers – Activités de l'Agence comprennent les revenus et les charges d'exploitation contrôlés par l'Agence et qui servent à la gestion de l'organisation. Les états financiers – Activités administrées comprennent les revenus et les charges contrôlés par des tiers, tels le gouvernement fédéral, une province, un territoire ou tout autre groupe ou organisation, mais qui sont administrés par l'Agence en leur nom. La séparation des activités de l'Agence et des activités administrées a pour but de faciliter, entre autres choses, l'évaluation du rendement de l'Agence sur le plan administratif dans l'exécution de son mandat.

Aux termes de l'alinéa 88 (2) a) de la *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada*, les états financiers – Activités de l'Agence ont été préparés en conformité avec des principes comptables compatibles avec ceux utilisés dans l'établissement des états financiers du gouvernement du Canada. Le but de ces états financiers est de présenter les revenus non fiscaux et les charges de même que les actifs et les passifs contrôlés par l'Agence et qui servent à la gestion de l'organisation. Voici un sommaire des principales conventions comptables :

**a) Crédits parlementaires**

L'Agence est financée par le biais de crédits parlementaires du gouvernement du Canada. Les crédits consentis à l'Agence ne correspondent pas à la présentation des rapports financiers en conformité avec des principes comptables compatibles avec ceux utilisés dans l'établissement des états financiers du gouvernement du Canada, étant donné que les crédits sont fondés dans une large mesure sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes consignés dans l'état des résultats et dans l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux pourvus par les crédits parlementaires. La note 4 a) présente un rapprochement entre les deux types de rapports financiers.

**b) Constatation des charges**

Toutes les charges sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

**c) Constatation des revenus**

Tous les revenus non fiscaux sont enregistrés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus non fiscaux présentés à l'état ne comprennent pas les revenus administrés qui sont perçus aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, de la *Loi sur les douanes*, de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi sur la taxe d'accise* et d'autres lois similaires.

**d) Stocks de fournitures**

Les stocks de fournitures sont constitués de formulaires, de publications et d'uniformes. Ces actifs sont inscrits au plus bas du coût (déterminé en utilisant la méthode du coût moyen pondéré) ou de la valeur de réalisation nette. Le coût des fournitures renouvelables est imputé aux résultats dans l'exercice au cours duquel les articles en cause sont utilisés.

**e) Immobilisations**

L'Agence comptabilise les charges octroyant un bénéfice pluriannuel comme des immobilisations (incluant les améliorations locatives) dont le coût initial est d'au moins 10 000 $. Les éléments semblables en dessous de 10 000 $ sont présentés comme achats de matériel à l'état des résultats. Les logiciels et améliorations locatives ont été inscrits de façon prospective à compter du 1er avril 2001. Les immobilisations n'incluent pas les biens incorporels, les œuvres d'art, les trésors historiques ayant une valeur culturelle, esthétique ou historique, ni les collections des musées. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative, comme suit :

| Actif | Durée de vie utile |
|---|---|
| Infrastructure douanières (routes, égouts et ouvrages) | 40 ans |
| Bâtiments | 30 ans |
| Matériel, outillage et ameublement | 10 ans |
| Logiciels développés à l'interne | 7 ans |
| Véhicules et autres moyens de transport | 5 ans |
| Matériel lié aux technologies de l'information | 5 ans |
| Logiciels commerciaux | 3 ans |
| Contrats de location-acquisition et améliorations locatives | Durée des baux |

Les immobilisations en cours de construction/développement ne sont pas amorties jusqu'au moment où elles sont achevées et mises en service.

**f) Services fournis sans frais par d'autres ministères**

Les charges comprennent les valeurs estimatives des services reçus gratuitement d'autres ministères. Ces services sont les suivants :

- locaux fournis par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada;
- cotisations de l'employeur au régime d'assurance-maladie versées par le Conseil du Trésor;
- indemnités pour accidents du travail versées par Développement des ressources humaines Canada;
- services de vérification fournis par le Bureau du vérificateur général du Canada;
- services juridiques fournis par Justice Canada;
- services de la paye fournis par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

**g) Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada**

L'Agence utilise le Trésor pour cadre de fonctionnement. Le Trésor est administré par le receveur général du Canada. Toutes les rentrées de fonds sont déposées au Trésor et toutes les sorties de fonds sont faites à même le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement correspond à l'écart entre toutes les rentrées et les sorties de fonds, y compris les opérations interministérielles.

**h) Somme à recevoir du Trésor**

La somme à recevoir du Trésor représente le montant en espèces que l'Agence des douanes et du revenu du Canada est autorisé à retirer à même le Trésor sans crédit parlementaire afin d'acquitter ses passifs. Ces montants ont été imputés aux crédits parlementaires de l'exercice en cours ou des exercices antérieurs mais seront payés dans le futur. Ils comprennent des éléments comme les salaires à payer aux employés, les créditeurs et autres passifs.

**i) Cotisations au Régime de pensions de retraite de la fonction publique**

La plupart des employés de l'Agence participent au Régime de pensions de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et l'Agence contribuent au coût du régime. Les cotisations de l'Agence sont imputées comme charges de l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale de l'Agence découlant du régime de retraite. En vertu des dispositions en vigueur, l'Agence n'est pas tenue de verser des cotisations au titre de l'insuffisance actuarielle du Compte de pension de retraite de la fonction publique.

**j) Indemnités de cessation d'emploi, de congés annuels et compensatoires accumulés**

Les indemnités de départ, de congés annuels et compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi respectives. Le passif au titre des indemnités de départ est estimé en utilisant les caractéristiques et hypothèses démographiques de la population du gouvernement du Canada. En ce qui concerne les indemnités de congés annuels et compensatoires, le passif est calculé aux niveaux de rémunération en vigueur à la fin de l'exercice, pour tous les crédits de congés annuels et compensatoires non utilisés accumulés par les employés. Le passif au titre des indemnités de départ et de congés annuels payables à la cessation d'emploi est une obligation de l'Agence qui est normalement financée par les crédits des exercices futurs.

**k) Avantages sociaux futurs**

L'Agence participe au régime d'avantages d'employés (santé et dentaire) qui est parrainé par le gouvernement fédéral. En tant que participant du régime, les contributions de l'Agence sont enregistrées au coût et sont incluses dans les charges en personnel dans l'exercice où elles sont engagées et représentent l'obligation totale de l'Agence au titre de ce régime. En vertu des dispositions en vigueur, l'Agence n'est pas tenue de verser des cotisations au titre de l'insuffisance de tout passif relié à ce régime.

**l) Incertitude relative à la mesure**

L'établissement de ces états financiers conformément aux principes comptables compatibles avec ceux qui sont utilisés dans l'établissement des états financiers du gouvernement du Canada exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs et des passifs à la date des états financiers ainsi que sur les montants déclarés des revenus et des charges de l'exercice à l'étude. Les indemnités de cessation d'emploi, les éventualités et la durée de vie utile des immobilisations sont les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites. Les résultats réels pourraient différer des estimations actuelles. Ces estimations sont revues régulièrement et lorsqu'il devient nécessaire de les redresser, les redressements sont inscrits dans les résultats d'exploitation nets de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

## 3. Modifications de conventions comptables

Aux termes de l'alinéa 88 (2) a) de la *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada*, les états financiers de l'Agence doivent être préparés en conformité avec les principes comptables compatibles avec ceux qui sont utilisés dans l'établissement des états financiers du gouvernement du Canada. Dans son budget 2003-2004, le gouvernement fédéral a annoncé que, pour ses états financiers de 2002-2003, il modifiait sa méthode de comptabilité de la méthode actuelle d'exercice modifiée à celle d'exercice intégrale. À l'exception des logiciels et des améliorations locatives tel que décrit à la note 3 c) ci-dessous, les modifications de conventions comptables ont étés appliquées rétroactivement. Le tableau 1 démontre les incidences cumulatives de ces changements pour l'exercice terminé le 31 mars 2002 et sont les suivants :

**a) Présentation des états financiers**

Auparavant, les états financiers de l'Agence consistaient en un état des résultats et en des notes à l'état des résultats. Les états financiers de l'Agence, pour l'exercice terminé le 31 mars 2002, comprennent un état de la situation financière, un état des résultats, un état du passif net, un état des flux de trésorerie et les notes aux états financiers.

**b) Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada**

L'Agence présente maintenant dans l'état du passif net et l'état des flux de trésorerie l'encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada. Le total de l'encaisse nette reçue du gouvernement était de 3 099 807 000 $ pour l'exercice terminé le 31 mars 2002.

**c) Immobilisations**

Dans les exercices précédents, les achats d'immobilisations étaient imputés aux dépenses de l'exercice au cours duquel ces achats avaient lieu. Relativement à ces dépenses, l'Agence a changé de convention comptable pour l'exercice terminé le 31 mars 2002. Les immobilisations sont maintenant capitalisées comme actifs non financiers de l'Agence et sont amorties sur leur durée de vie utile tel qu'indiqué à la note 2 e). La capitalisation des logiciels et des améliorations locatives est faite de façon prospective à compter du 1er avril 2001. Les acquisitions nettes d'immobilisations de l'exercice terminé le 31 mars 2002, d'un montant de 118 634 000 $, et qui auraient auparavant été passées en charges, sont maintenant capitalisées. Une charge d'amortissement de 20 880 000 $ pour l'exercice a été portée à l'état des résultats. L'effet net de ces modifications est de diminuer diverses charges, le total des charges et les résultats d'exploitation nets de 97 754 000 $ pour l'exercice terminé le 31 mars 2002.

**d) Ajustements aux charges des exercices précédents**

Dans les exercices précédents, l'Agence rapportait les ajustements aux dépenses des exercices précédents (remboursements des dépenses des exercices précédents et redressement des créditeurs) comme un élément de recettes non fiscales. L'Agence a changé, avec effet rétroactif, de convention comptable pour inscrire ces éléments à titres d'ajustement aux charges appropriées. L'effet net de cette modification est de diminuer les revenus non fiscaux, diverses charges ainsi que le total des charges de 4 572 000 $. Il n'y a aucune répercussion sur les résultats d'exploitation nets pour l'exercice terminé le 31 mars 2002.

**e) Stocks de fournitures**

Dans les exercices précédents, l'Agence a imputé aux dépenses de l'exercice au cours duquel l'achat a eu lieu les stocks de fournitures. L'Agence a changé, avec effet rétroactif, de convention comptable pour inscrire les formulaires, les publications et les uniformes des douaniers à titre d'actifs non financiers, au plus bas du coût (déterminé en utilisant la méthode du coût moyen pondéré) ou de la valeur de réalisation nette et pour passer en charges le coût des articles utilisés. L'effet net de cette modification est de reconnaître l'actif au 1er avril 2001, de le réduire au 31 mars 2002 et par conséquent d'augmenter les charges en matériel et en fournitures, le total des charges ainsi que les résultats d'exploitation nets de 2 165 000 $ pour l'exercice terminé le 31 mars 2002.

**f) Services fournis sans frais**

Dans les exercices précédents, l'Agence n'imputait pas aux dépenses les services de la paye à titre de service fourni sans frais. L'Agence a changé, avec effet rétroactif, de convention comptable pour passer en charges le coût de ce service. L'effet net de cette modification est d'augmenter les services professionnels et spéciaux, le total des charges et les résultats d'exploitation nets de 1 865 000 $ pour l'exercice terminé le 31 mars 2002.

**g) Charges payées d'avance**

Dans les exercices précédents, l'Agence enregistrait les charges payées d'avance dans l'exercice au cours duquel avaient lieu les achats. L'Agence a changé, avec effet rétroactif, de convention comptable pour inscrire ces éléments à titre d'actifs non financiers, au coût, au moment de l'acquisition et pour passer en charges le coût des éléments utilisés. L'effet net de cette modification est de reconnaître l'actif au 1er avril 2001, de l'augmenter au 31 mars 2002 et par conséquent de diminuer diverses charges, le total des charges et les résultats d'exploitation nets de 1 222 000 $ pour l'exercice terminé le 31 mars 2002.

**h) Créances irrécouvrables**

Dans les exercices précédents, l'Agence a inscrit les comptes débiteurs dans une note à l'état des résultats et enregistrait les revenus non fiscaux selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Cependant, une provision pour créances irrécouvrables n'a pas été inscrite comme dépense de fonctionnement. L'Agence a changé, avec effet rétroactif, de convention comptable pour inscrire les comptes débiteurs à leur valeur de réalisation nette et imputer le coût des sommes irrécouvrables. L'effet net de cette modification est de reconnaître l'actif et la provision au 1er avril 2001, de diminuer l'actif net au 31 mars 2002 et par conséquent d'augmenter les autres charges, le total des charges ainsi que les résultats d'exploitation nets de 134 000 $ pour l'exercice terminé le 31 mars 2002.

**i) Avances de salaire**

Dans les exercices précédents, l'Agence a inscrit les avances de salaires comme dépense de fonctionnement. L'Agence a changé, avec effet rétroactif, de convention comptable afin de reconnaître les avances de salaire comme comptes débiteurs dans les exercices appropriés. L'effet net de cette modification est de reconnaître l'actif au 1er avril 2001, de le diminuer au 31 mars 2002 et par conséquent d'augmenter les charges relatives aux salaires, le total des charges ainsi que les résultats d'exploitation nets de 45 000 $ pour l'exercice terminé le 31 mars 2002.

**j) Nettoyages environnementaux**

Dans les exercices précédents, l'Agence n'inscrivait aucun passif pour le coût des nettoyages environnementaux futurs. L'Agence a changé, avec effet rétroactif, de convention comptable pour reconnaître ce passif dans les exercices appropriés. L'effet net de cette modification est de reconnaître le passif au 1er avril 2001, de l'augmenter au 31 mars 2002 et par conséquent de diminuer diverses charges, le total des charges et les résultats d'exploitation nets de 38 000 $ pour l'exercice terminé le 31 mars 2002.

**k) Données comparatives**

Certaines données comparatives ont été reclassées afin de se conformer à la présentation utilisée dans l'exercice en cours.

# Tableau 1

Incidences cumulatives des modifications de conventions comptables
(en milliers de dollars)

| | 2002 Tel que déclarés | Redressements | 2002 Après redressements |
|---|---|---|---|
| **CHARGES** | | | |
| Personnel | | | |
| Salaires | 2 038 584 | (29 904) | 2 008 680 |
| Autres bénéfices et primes | 835 254 | (4 464) | 830 790 |
| | 2 873 838 | (34 368) | 2 839 470 |
| Locaux | 222 495 | 0 | 222 495 |
| Transports et communications | 183 538 | (2 412) | 181 126 |
| Services professionnels et spéciaux | 202 846 | (22 961) | 179 885 |
| Paiements de transfert | 108 126 | 0 | 108 126 |
| Services de réparation et d'entretien | 82 104 | (3 790) | 78 314 |
| Achats de matériel | 112 465 | (38 768) | 73 697 |
| Fournitures et approvisionnements | 61 583 | 2 059 | 63 642 |
| Autres services | 41 164 | (582) | 40 582 |
| Amortissement des immobilisations | – | 20 880 | 20 880 |
| Perte sur aliénations d'actifs | – | 905 | 905 |
| Locations de matériels et autres | 12 032 | (168) | 11 864 |
| Services de réclame, d'imprimerie et services connexes | 6 473 | (95) | 6 378 |
| Terrains, bâtiments et ouvrages | 21 546 | (21 546) | – |
| Services publics | 568 | (7) | 561 |
| Autres charges | 2 466 | 1 476 | 3 942 |
| **Total des charges** [1] | 3 931 244 | (99 377) | 3 831 867 |
| **RECETTES NON FISCALES** [2] | 208 971 | (4 572) | 204 399 |
| **RÉSULTATS D'EXPLOITATION NETS** | **3 722 273** | **(94 805)** | **3 627 468** |

[1] Ce changement est principalement le résultat de la note 3 c) (Immobilisations) et de la note 3 f) (Services fournis sans frais).

[2] Veuillez vous référer à la note 3 d) (Ajustements aux charges des exercices précédents) pour une explication de ce changement.

## 4. Crédits parlementaires

L'Agence reçoit la plus grande partie de son financement par le biais de crédits parlementaires. Les éléments constatés dans l'état des résultats et dans l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen de crédits parlementaires qui ont été autorisés dans des exercices précédents, l'exercice courant ou qui le seront dans des exercices futurs. En conséquence, les résultats d'exploitation nets de l'Agence, pour l'exercice, diffèrent selon qu'ils sont présentés sur la base du financement par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement des écarts :

a) Rapprochement des résultats d'exploitation nets et des crédits parlementaires utilisés :

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Résultats d'exploitation nets | 4 094 081 | 3 627 468 |
| Charges n'exigeant pas l'utilisation de crédits de l'exercice en cours : | | |
| Amortissement des immobilisations | (27 419) | (20 880) |
| Ajustement aux charges des exercices précédents | 9 722 | 4 572 |
| Stocks de fournitures | (3 172) | (2 165) |
| Perte sur aliénation ou radiation d'immobilisations | (15 888) | (905) |
| Services fournis sans frais par d'autres ministères (note 10) | (506 613) | (465 708) |
| Autres | (128) | (134) |
| | (543 498) | (485 220) |
| Variation nette des besoins de financement futurs : | | |
| Indemnités de cessation d'emploi | (60 163) | (34 230) |
| Indemnités de congés annuels et de congés compensatoires | (14 041) | (17 989) |
| Autres | (266) | (7) |
| | (74 470) | (52 226) |
| Acquisitions d'actifs financées au moyen de crédits de l'exercice en cours : | | |
| Immobilisations | 140 740 | 119 536 |
| Charges payées d'avance | 1 340 | 1 222 |
| | 142 080 | 120 758 |
| Revenus non fiscaux qui ne peuvent pas être affectés aux crédits parlementaires (note 5) : | | |
| Revenus non fiscaux réutilisables | 31 886 | 28 119 |
| Autres revenus non fiscaux | 21 860 | 35 356 |
| Ajustement aux revenus des exercices précédents | 5 914 | 3 |
| | 59 660 | 63 478 |
| **Total des crédits parlementaires utilisés** | **3 677 853** | **3 274 258** |

b) Rapprochement de l'encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada et les crédits parlementaires utilisés :

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada | 3 681 645 | 3 099 807 |
| Variation nette des passifs financés : | | |
| Créditeurs et charges à payer | 24 165 | (8 520) |
| Salaires et avantages sociaux à payer aux employés | (94 128) | 109 221 |
| Autres passifs | 280 | 638 |
| | (69 683) | 101 339 |
| Variation nette des actifs financiers financés : | | |
| Encaisse | (6) | (30) |
| Débiteurs (note 6) | (3 088) | 5 537 |
| | (3 094) | 5 507 |
| Revenus non fiscaux qui ne peuvent être affectés aux crédits parlementaires (note 5) : | | |
| Revenus non fiscaux réutilisables | 31 886 | 28 119 |
| Autres revenus non fiscaux | 21 860 | 35 356 |
| Ajustement aux revenus des exercices précédents | 5 914 | 3 |
| | 59 660 | 63 478 |
| Ajustement aux charges des exercices précédents | 9 722 | 4 572 |
| Autres ajustements | (397) | (445) |
| **Total des crédits parlementaires utilisés** | **3 677 853** | **3 274 258** |

c) Rapprochement des crédits votés par le Parlement et des crédits parlementaires utilisés :

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Crédits parlementaires votés : | | |
| Crédit 1– Dépenses de fonctionnement de l'ADRC | 3 144 878 | 2 935 128 |
| Moins : allocation des frais de chauffage [1] | (20,341) | (62 552) |
| Crédit 5 – Dépenses en capital de l'ADRC | 23 840 | 27 236 |
| Crédit 10 – Paiements de transfert de l'ADRC | 115 769 | 113 028 |
| Contributions législatives aux régimes d'avantages sociaux | 501 775 | 390 100 |
| Montants réutilisables en vertu de l'article 60 de la *Loi sur l'ADRC* | 37 366 | 30 956 |
| Utilisation du produit de la vente de biens excédentaires de l'État | 588 | 480 |
| Autres dépenses législatives | 7 256 | 785 |
| | 3 811 131 | 3 435 161 |
| Moins : | | |
| Crédits disponibles pour l'emploi dans l'exercice ultérieur – (note 15) : | | |
| Fonctionnement | (126 816) | (152 362) |
| Capital | 0 | (491) |
| Paiements de transfert | (6 462) | (4 902) |
| Crédit annulés | 0 | (3 148) |
| | (133 278) | (160 903) |
| **Total des crédits parlementaires utilisés** | **3 677 853** | **3 274 258** |

[1] Conformément à la répartition des activités dans les états financiers comme décrite à la note 2, l'allocation pour frais de chauffage allouée à titre gracieux, qui a été autorisée en vertu du crédit 1 – ADRC (dépenses de fonctionnement), est déclarée sous la rubrique charges administrées au nom du gouvernement fédéral dans l'état des charges administrées.

## 5. Revenus non fiscaux

Le suivant tableau contient les chiffres sur les revenus non fiscaux figurant à l'état des résultats :

| | 2003 | 2002 (Redressés-note 3) |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| **Revenus non fiscaux affectés au Crédit 1 – ADRC (dépenses de fonctionnement)** | | |
| Frais de perception des cotisations de l'assurance-emploi (de DRHC) | 77 933 | 78 244 |
| Frais de perception des contributions au Régime de pensions du Canada (de DRHC) | 64 929 | 62 680 |
| | 142 862 | 140 924 |
| **Revenus non fiscaux réutilisables** | | |
| Frais d'administration – provinces et territoires | 21 304 | 20 634 |
| Frais de services | 3 416 | 3 434 |
| Droits relatifs aux décisions anticipées | 1 667 | 2 086 |
| Frais pour accès accéléré aux frontières | 1 588 | – |
| Autres revenus réutilisables | 3 911 | 1 965 |
| | 31 886 | 28 119 |
| **Autres revenus non fiscaux** | | |
| Recouvrement des coûts des régimes de prestation aux employés imputés aux activités de perception (de DRHC) | 24 057 | 25 513 |
| Boutiques hors taxes [1] | (3,830) | 5,531 |
| Location et utilisation de biens publics | 637 | 645 |
| Autres revenus non fiscaux | 996 | 3 667 |
| | 21 860 | 35 356 |
| **TOTAL DES REVENUS NON FISCAUX** | **196 608** | **204 399** |

[1] En raison d'un changement rétroactif de réglementation, une partie des revenus de 2001-2002 provenant des droits d'agrément des boutiques hors taxes a été remboursée en 2002-2003.

## 6. Débiteurs

Le tableau suivant contient les chiffres sur les débiteurs figurant à l'état de la situation financière :

| | 2003 | 2002 (Redressés-note 3) |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Débiteurs – ministères et organismes du gouvernement | 18 925 | 16 185 |
| Débiteurs – tiers | 1 254 | 1 131 |
| Avances aux employés | 2 218 | 2 015 |
| Trop payé – salaires | 3 228 | 3 181 |
| Autres | 34 | 37 |
| | 25 659 | 22 549 |
| Moins : provision pour créances douteuses | (162) | (140) |
| | **25 497** | **22 409** |

Les revenus et les charges correspondant aux débiteurs sont reflétes dans l'état des résultats.

## 7. Passif net

Le passif net représente l'écart entre les passifs qui sont en relation avec les activités de l'Agence et ses actifs.

Au 31 mars 2003, le passif net était de 222 065 000 $ (640 754 000 $ en actif moins 862 819 000 $ en passif) et de 246 204 000 $ au 31 mars 2002 (612 930 000 $ en actif moins 859 134 000 $ en passif). Le passif inclut un montant de 590 478 000 $ (2002 – 516 008 000 $) qui représente des opérations pour lesquelles l'Agence a rendu des services et dont elle n'a pas reçu le financement La variation nette dans les besoins de financement futurs est de l'ordre de 74 470 000 $. Le montant de besoins de financement futurs se compose principalement des passifs reliés aux indemnités de cessation d'emploi, de congés annuels et de congés compensatoires. Cette somme sera financée par les crédits dans les exercices futurs, à mesure que la somme sera versée.

## 8. Immobilisations

Le tableau suivant contient les chiffres sur les immobilisations figurant à l'état de la situation financière :

| | **Catégorie de biens** (en milliers de dollars) | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Terrains, bâtiments (possédés et en construction), routes, égouts, ouvrages et infrastructures | Matériel, outillage et ameublement | Véhicules et autres moyens de transport | Logiciels (commerciaux, développés et/ou en développement à l'interne) | Matériel informatique incluant contrats de location-acquisition (note 12) | Total |
| **Ouverture** (1er avril 2002) | | | | | | |
| Coût | 127 345 | 29 666 | 15 534 | 66 245 | 117 629 | 356 419 |
| Amortissement cumulé | (25 592) | (17 369) | (8 187) | (14) | (71 849) | (123 011) |
| Valeur comptable | 101 753 | 12 297 | 7 347 | 66 231 | 45 780 | 233 408 |
| **Opérations de l'exercice** | | | | | | |
| Ajouts | 19 869 | 19 725 | 3 762 | 75 647 | 20 901 | 139 904 |
| Aliénations et radiations | 0 | (9) | (85) | (15 753) | (83) | (15 930) |
| Amortissement | (3 036) | (2 443) | (2 185) | (2 281) | (17 474) | (27 419) |
| **Clôture** (31 mars 2003) | | | | | | |
| Coût | 147 214 | 49 362 | 17 390 | 126 106 | 143 430 | 483 502 |
| Amortissement cumulé | (28 628) | (19 792) | (8 551) | (2 262) | (94 306) | (153 539) |
| Valeur comptable | 118 586 | 29 570 | 8 839 | 123 844 | 49 124 | 329 963 |

Certains montants du tableau ci-dessus sont présentés au net.

## 9. Conseil de direction

Conformément à la *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada*, un Conseil de direction est chargé de la supervision de la structure organisationnelle et de l'administration de l'Agence et de la gestion de ses ressources, de ses services, de ses biens, de son personnel et de ses marchés. Les charges de l'exercice reliées aux activités du Conseil de direction s'élèvent à 937 000 $ (2002 – 920 000 $) et sont présentées à l'état des résultats. Ce montant comprend les paiements au Conseil de direction, les charges liées au personnel du secrétariat, les charges de déplacements et les autres charges.

## 10. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, l'Agence est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. L'Agence conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses affaires et aux conditions commerciales normales s'appliquant aux particuliers et entreprises. Pour concorder avec les principes comptables du gouvernement du Canada, les opérations faites avec les sociétés d'État et autres entreprises commerciales du gouvernement, qui sont indépendantes de ce dernier pour le financement de leurs activités, ne sont pas considérées comme opérations entre apparentés.

a) Services fournis gratuitement par d'autres ministères

Au cours de l'exercice, l'Agence a reçu gratuitement, d'autres ministères et organismes, des locaux et des services professionnels. Elle a également reçu d'autres ministères, gratuitement, des contributions d'employeur au régime d'assurance-maladie et des indemnités pour accidents du travail. Les services importants qui ont été fournis gratuitement à l'Agence figurent comme suit dans l'état des résultats :

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Locaux | 241 016 | 222 495 |
| Contributions de l'employeur au régime d'assurance-maladie | 187 134 | 169 465 |
| Services juridiques | 69 362 | 65 072 |
| Services de vérification | 4 089 | 4 000 |
| Indemnités pour accidents du travail | 2 940 | 2 811 |
| Services de la paye | 2 072 | 1 865 |
| | **506 613** | **465 708** |

b) Les soldes des comptes créditeurs et débiteurs à la fin de l'exercice entre apparentés :

| | | |
|---|---|---|
| Débiteurs – autres ministères et organismes | 18 925 | 16 185 |
| Créditeurs – autres ministères et organismes | 87 244 | 37 126 |

## 11. Passifs éventuels

Dans le cadre de ses activités, l'Agence est la partie défenderesse dans certaines causes en litige et a un passif éventuel pour des sites contaminés. On estime qu'au 31 mars 2003, le montant du passif éventuel émanant de réclamations et de sites contaminés s'élève à 6 millions de dollars (5 millions au 31 mars 2002). Un passif éventuel sera comptabilisé en tant que passif réel, avec une imputation correspondante aux charges, lorsqu'il devient probable qu'un paiement sera effectué et que le montant de ce paiement peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et fiable.

## 12. Obligations au titre de contrats de location-acquisition

L'Agence a mis sous contrats de location-acquisition du matériel informatique dont la valeur s'élève à 12 214 000 $ au 31 mars 2003 et dont l'amortissement cumulé s'élève à 6 424 000 $ (9 813 000 $ et 3 292 000 $ respectivement au 31 mars 2002) (note 8). Les obligations pour les exercices à venir incluent :

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Année 1 | 3 231 | 2 974 |
| Année 2 | 2 594 | 2 290 |
| Année 3 | 480 | 1 749 |
| Année 4 | 0 | 369 |
| Année 5 | 0 | 0 |
| Total des versements minimaux de location-acquisition | 6 305 | 7 382 |
| Moins : intérêts théoriques (2.86 % – 6.17 %) | 337 | 578 |
| **Solde des obligations au titre de contrats de location-acquisition** | **5 968** | **6 804** |

## 13. Engagements

De par leur nature, les activités de l'Agence peuvent donner lieu à des marchés et obligations importants en vertu desquels l'Agence s'engage à effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années, lors de la prestation de services ou de la fourniture de biens. Voici les principaux engagements pour lesquels une estimation raisonnable peut être faite :

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 et exercices ultérieurs | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | | | | | |
| Contrats de location-acquisition (note 12) | 3 231 | 2 594 | 480 | 0 | 0 | 6 305 |
| Contrats de location-exploitation | 2 440 | 838 | 668 | 467 | 225 | 4 638 |
| **Total** | **5 671** | **3 432** | **1 148** | **467** | **225** | **10 943** |

## 14. Paiements de transfert

Le tableau suivant contient les chiffres sur les paiements de transfert figurant à l'état des résultats :

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Contributions à la province de Québec pour les frais de l'administration commune des taxes de vente fédérale et provinciale | 108 826 | 108 126 |
| Contribution versée à l'Association canadienne des constructeurs d'habitations visant à appuyer la campagne d'information « Par écrit SVP! » auprès des consommateurs | 481 | – |
| | **109 307** | **108 126** |

## 15. Crédits disponibles pour l'exercice ultérieur

En vertu de l'alinéa 60 (1) de la *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada*, la partie non utilisée à la fin d'un exercice des crédits affectés par le Parlement à l'usage de l'Agence est annulée à la fin de l'exercice suivant.

## 16. Avantages sociaux futurs

Les charges pour avantages sociaux futurs de l'Agence, qui sont incluses dans l'état de la situation financière sous autres avantages et indemnités, sont les suivantes :

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Cotisations au Régime de pensions de retraite de la fonction publique | 352 748 | 264 098 |
| Indemnités de cessation d'emploi | 60 163 | 34 230 |
| | **412 911** | **298 328** |

# États financiers – *Activités administrées*

Vérificatrice générale du Canada
Auditor General of Canada

## RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Au Conseil de direction de l'Agence des douanes et du revenu du Canada
et à la ministre du Revenu national

J'ai vérifié l'état des actifs et des passifs administrés de l'Agence des douanes et du revenu du Canada au 31 mars 2003 et les états des revenus administrés, des charges administrées et des flux de trésorerie administrés de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Agence. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle des actifs et des passifs administrés de l'Agence des douanes et du revenu du Canada au 31 mars 2003 ainsi que des résultats des activités et des flux de trésorerie administrés pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2 aux états financiers.

La vérificatrice générale du Canada

Sheila Fraser

Sheila Fraser, FCA

Ottawa, Canada
le 29 septembre 2003

# État des actifs et des passifs administrés

au 31 mars
(en milliers de dollars)

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| **ACTIFS ADMINISTRÉS** | | |
| Encaisse | 5 609 498 | 3 957 486 |
| Montants à recevoir des contribuables (après déduction de la provision pour créances douteuses de 7 174 162 $ en 2003 et 6 762 046 $ en 2002) (note 4) | 43 597 037 | 45 604 906 |
| **TOTAL DES ACTIFS** | **49 206 535** | **49 562 392** |
| **PASSIFS ADMINISTRÉS** | | |
| Montants à payer aux contribuables (note 5) | 33 570 536 | 34 415 111 |
| Montants à payer aux provinces (note 6) | 161 321 | 72 411 |
| Comptes de dépôts (note 7) | 28 133 | 16 716 |
| | 33 759 990 | 34 504 238 |
| Montant net dû au Trésor au nom du gouvernement du Canada et de tiers (note 8) | 15 446 545 | 15 058 154 |
| **TOTAL DES PASSIFS** | **49 206 535** | **49 562 392** |

Passifs éventuels : note 9

*Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.*

Approuvé par :

Le commissaire,

Alan Nymark

Le président du Conseil de direction,

Michael L. Turcotte

# État des revenus administrés

pour l'exercice terminé le 31 mars
(en milliers de dollars)

| | 2003 | 2002 (Redressés-note 3) |
|---|---|---|
| **Gouvernement fédéral** | | |
| Impôt sur le revenu | | |
| Particuliers et fiducies | 89 605 675 | 88 085 587 |
| Sociétés | 22 221 626 | 24 241 682 |
| Non-résidents | 3 291 113 | 2 925 666 |
| | 115 118 414 | 115 252 935 |
| Autres taxes et droits | | |
| Taxe sur les produits et services (TPS) (note 10) | 29 399 235 | 26 570 080 |
| Taxes sur l'énergie | 4 992 264 | 4 848 158 |
| Autres droits et taxes d'accise | 4 474 920 | 3 952 638 |
| Droits de douane à l'importation | 3 221 185 | 3 074 401 |
| Droits pour la sécurité des passagers du transport aérien | 421 006 | – |
| | 42 508 610 | 38 445 277 |
| Total des revenus fiscaux | 157 627 024 | 153 698 212 |
| Cotisations d'assurance-emploi | 18 243 025 | 17 999 408 |
| Intérêts et pénalités (note 11) | 2 771 809 | 3 001 425 |
| **Revenus bruts administrés au nom du gouvernement du Canada** | **178 641 858** | **174 699 045** |
| Provision pour créances irrécouvrables | (2 090 638) | (1 773 004) |
| Charges d'intérêts | (985 850) | (870 354) |
| **Revenus nets administrés au nom du gouvernement du Canada** | **175 565 370** | **172 055 687** |
| **Gouvernements provinciaux et territoriaux et Premières nations** | | |
| Impôt sur le revenu | | |
| Particuliers et fiducies | 32 994 104 | 33 684 916 |
| Sociétés | 1 833 294 | 2 669 141 |
| | 34 827 398 | 36 354 057 |
| Taxe de vente harmonisée (TVH) | 2 192 014 | 2 123 888 |
| Autres revenus (note 12) | 217 078 | 220 192 |
| **Revenus administrés au nom des gouvernements provinciaux et territoriaux et des Premières nations** | **37 236 490** | **38 698 137** |
| **Revenus nets administrés au nom du Régime de pensions du Canada (note 13)** | **25 203 787** | **22 990 195** |
| **Total des revenus nets administrés** | **238 005 647** | **233 744 019** |

*Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.*

# État des charges administrées

pour l'exercice terminé le 31 mars
(en milliers de dollars)

| | 2003 | 2002 (Redressés-note 3) |
|---|---|---|
| **Charges administrées au nom du gouvernement fédéral** | | |
| Prestations fiscales pour enfants | 7 822 688 | 7 470 625 |
| Allocations spéciales pour enfants | 134 498 | 125 009 |
| Allocation pour frais de chauffage | (1 117) | 15 211 |
| **Recouvrements administrés au nom du gouvernement fédéral** | | |
| Prestations de la sécurité de la vieillesse | (641 631) | (724 371) |
| Prestations d'assurance-emploi | (101 747) | (81 491) |
| **Charges nettes administrées au nom du gouvernement fédéral** | **7 212 691** | **6 804 983** |
| **Charges administrées au nom des gouvernements provinciaux et territoriaux** | | |
| Programmes de prestations familiales | 302 055 | 336 508 |
| Crédits sur la taxe de ventes | 37 659 | 32 961 |
| Remboursements de taxes sur l'énergie | (1 219) | 415 604 |
| **Charges nettes administrées au nom des provinces et des territoires** | **338 495** | **785 073** |
| **Total des charges nettes administrées** | **7 551 186** | **7 590 056** |

*Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.*

# État des flux de trésorerie administrés

pour l'exercice terminé le 31 mars
(en milliers de dollars)

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| Total des revenus nets administrés | 238 005 647 | 233 744 019 |
| Moins les revenus provinciaux payés directement aux provinces : | | |
| Revenus administrés au titre de l'indemnisation des accidentés du travail de la Nouvelle-Écosse | (172 649) | (178 859) |
| Taxes de vente provinciales sur le tabac et l'alcool | (40 680) | (38 721) |
| Moins le total des charges nettes administrées | (7 551 186) | (7 590 056) |
| Variation des actifs et des passifs administrés : | | |
| (Augmentation) diminution de l'encaisse | (1 652 012) | 97 759 |
| Diminution des montants à recevoir des contribuables (après déduction de la provision pour créances douteuses) | 2 007 869 | 3 020 552 |
| Augmentation (diminution) des montants à payer aux contribuables | (844 575) | 1 385 764 |
| Augmentation des montants à payer aux provinces | 88 910 | 21 378 |
| Augmentation des comptes de dépôts | 11 417 | 2 620 |
| **Montant net des fonds déposés au Trésor du gouvernement du Canada** | **229 852 741** | **230 464 456** |
| | | |
| Composé des sommes suivantes : | | |
| Dépôts en espèces au Trésor | 305 495 615 | 300 548 232 |
| Remboursements/paiements effectués à même le Trésor | (75 642 874) | (70 083 776) |
| **Montant net des fonds déposés au Trésor du gouvernement du Canada** | **229 852 741** | **230 464 456** |

*Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.*

# Notes aux états financiers – Activités administrées

## 1. Autorisation et objectif

L'Agence des douanes et du revenu du Canada (« l'Agence ») a été créée le 1er novembre 1999 en vertu de la *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada* pour soutenir l'évolution de l'administration fiscale et des services douaniers au Canada.

L'Agence est un établissement public figurant à l'Annexe II de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et rend compte au Parlement par l'entremise du ministre du Revenu national. Les charges de l'Agence sont financées à même les crédits parlementaires du gouvernement du Canada.

Le mandat de l'Agence est de fournir appui, conseils et services, notamment :

a) appuyer l'administration ainsi que l'application des lois et règlements relatifs aux programmes;
b) mettre en oeuvre toute entente conclue entre elle ou le gouvernement fédéral et le gouvernement d'une province ou un organisme public remplissant des fonctions gouvernementales au Canada et portant sur l'exercice d'une activité ou l'administration d'une taxe, d'un impôt ou d'un programme;
c) mettre en oeuvre toute entente ou tout accord conclu entre elle et un ministère ou organisme fédéral portant sur l'exercice d'une activité ou l'administration d'un programme;
d) mettre en oeuvre toute entente conclue entre le gouvernement fédéral et des gouvernements autochtones portant sur l'administration d'une taxe ou d'un impôt.

Dans l'exécution de son mandat, l'Agence :

- perçoit des revenus et administre des lois fiscales et autres pour le compte du gouvernement fédéral, de certaines provinces et territoires et d'autres instances, y compris les Premières nations;
- offre des services douaniers et applique les lois régissant le commerce et les déplacements internationaux;
- exécute certains programmes de prestations sociales et de soutien financier des gouvernements fédéral et provinciaux prévus par le régime fiscal pour la population canadienne.

L'Agence administre, pour le compte d'autres entités, les impôts et les taxes de vente, les cotisations au Régime de pensions du Canada (RPC), les cotisations d'assurance-emploi (AE) et les montants perçus pour d'autres groupes ou organisations. Elle est chargée de l'application et de l'exécution des lois suivantes et d'autres lois en vertu desquelles la ministre du Revenu national joue un rôle autorisé : la *Loi sur l'accise*, la *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada*, la *Loi sur les allocations spéciales pour enfants*, la *Loi sur les douanes*, la *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien*, la *Loi de l'impôt sur le revenu*, la *Loi sur le ministère du Revenu national*, le *Tarif des douanes*, la *Loi sur la taxe d'accise* (y compris la TPS/TVH) et d'autres lois.

La ministre du Revenu national est responsable de l'Agence et demeure responsable devant le Parlement de l'administration et de l'exécution des lois régissant les divers programmes fiscaux.

Au Québec, le ministère du Revenu du Québec (MRQ) intervient au nom de l'Agence. Les revenus de TPS perçus dans cette province sont donc inclus dans les états financiers. L'Agence supervise les transferts de fonds du MRQ, comptabilise les revenus de la TPS pour le gouvernement fédéral et autorise les remboursements de TPS et transfert les fonds nécessaires du Trésor au MRQ en vue de l'émission des remboursements de TPS.

## 2. Résumé des principales conventions comptables

Aux fins des rapports financiers, les activités de l'Agence ont été réparties entre deux jeux d'états financiers, qui portent sur les activités administrées et les activités de l'Agence. Les états financiers – Activités administrées comprennent les revenus et les charges contrôlés par une personne morale autre que l'Agence, comme le gouvernement fédéral, une province ou un territoire ou tout autre groupe ou organisation, et administrés par l'Agence en leur nom. Les états financiers – Activités de l'Agence incluent les revenus et les charges de fonctionnement contrôlés par l'Agence et qui servent à la gestion de l'organisation. La séparation des activités de l'Agence et des activités administrées a pour but de faciliter, entre autres, l'évaluation du rendement de l'Agence sur le plan administratif dans l'exécution de son mandat.

Aux termes de l'alinéa 88(2) a) de la *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada*, les états financiers de l'Agence ont été préparés en conformité avec des principes comptables conformes à ceux qui sont appliqués dans l'établissement des états financiers du gouvernement du Canada. Le but de ces états financiers est de présenter les revenus et les charges fiscaux ainsi que les actifs et les passifs que l'Agence administre au nom du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux et d'autres organisations gouvernementales. Les principales conventions comptables sont les suivantes :

**a) Constatation des revenus**

Les revenus sont constatés dans l'exercice où a lieu l'événement qui les génèrent. Pour chacune des sources de revenus, les conventions particulières suivantes s'appliquent :

i) Impôt sur le revenu, cotisations au Régime de pensions du Canada et cotisations d'assurance-emploi :

Pour l'impôt sur le revenu, l'objectif est de constater le revenu au moment où le contribuable gagne le revenu productif d'impôt. Ceci est effectué en déterminant le revenu gagné après déductions et crédits autorisés en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, y compris l'impôt remboursable de l'exercice courant. Pour les contributions au Régime de pensions du Canada (RPC), l'objectif est de constater le revenu au moment où l'employé ou le travailleur autonome gagne le revenu ouvrant droit à pension. Pour les cotisations d'assurance-emploi (AE), l'objectif est de constater le revenu au moment où l'employé réalise les gains assurables.

Les revenus de l'exercice sont calculés d'après les montants faisant l'objet d'un avis de cotisation ou d'un nouvel avis de cotisation à la date de la préparation des états financiers et les montants estimatifs pour l'impôt sur le revenu, les cotisations au RPC et les cotisations d'AE qui n'ont pas encore fait l'objet d'un avis de cotisation ou d'un nouvel avis de cotisation. Ces montants estimatifs sont établis à partir des montants reçus à la date de la préparation des états financiers qui se rapportent à l'exercice terminé le 31 mars qui n'ont pas fait l'objet d'un avis de cotisation ou d'un nouvel avis de cotisation. Le montant réel pourrait être différent de ces montants estimatifs de façon significative. L'écart sera comptabilisé dans l'exercice au cours duquel la cotisation sera établie. Aucun autre estimé pour des nouvelles cotisations n'est effectué.

Les nouvelles cotisations comprennent les changements apportés aux revenus nets déjà cotisés à la demande des contribuables, par exemple pour demander un report rétrospectif d'une perte, ou sont amorcées par l'Agence en raison de l'application des procédures de conformité des déclarations, par exemple dans le cadre des vérifications auprès des contribuables.

ii) TPS, TVH, accise et douanes :

Ces revenus sont fondés sur les taxes et les droits cotisés et estimés à la date de la préparation des états financiers qui se rapportent à l'exercice terminé le 31 mars.

Pour la taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente harmonisée (TVH) sur les biens et les services nationaux, le revenu est comptabilisé au moment de la vente des biens ou de la fourniture des services. Le revenu est établi après déduction des crédits de taxe sur les intrants (CTI), des remboursements de TPS et du crédit trimestriel de TPS. Les CTI représentent le recouvrement de TPS ou de TVH versée ou exigible sur les achats liés aux activités commerciales des contribuables. Le crédit trimestriel de TPS est comptabilisé dans l'exercice auquel il se rapporte. Il vise à compenser la charge fiscale des particuliers et des familles à faible revenu.

Pour les droits d'accise, le revenu est constaté au moment où le contribuable fabrique les marchandises imposables en vertu de la *Loi sur l'accise*. Pour les taxes d'accise, le revenu est constaté au moment où le contribuable vend les marchandises imposables en vertu de la *Loi sur l'accise*. Pour la TPS/TVH sur les importations et les droits de douane, le revenu est constaté au moment où l'Agence autorise l'entrée des marchandises au Canada.

iii) Constatation des autres revenus :

Les autres revenus sont comptabilisés dans l'exercice auquel ils se rapportent. Les revenus d'intérêts et de pénalités sont comptabilisés comme revenus administrés pour le gouvernement fédéral selon les conditions des accords de perception fiscale avec les provinces et les territoires. Les intérêts et les pénalités sont comptabilisés après déduction des sommes auxquelles l'Agence renonce en vertu des différentes lois fiscales et de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

iv) Définition du terme « cotisation » :

La cotisation (ou la nouvelle cotisation) d'impôt ou de taxe désigne l'ensemble des décisions prises et mesures entreprises par la ministre du Revenu national et les agents de l'ADRC en vertu des lois ou des articles de lois fédérales, provinciales et territoriales administrées par l'Agence pour établir le montant de l'impôt à payer par les contribuables. Dans le cadre de la vérification des déclarations des contribuables, l'Agence utilise les dispositions applicables des différentes lois fiscales qu'elle administre, ainsi que d'autres critères élaborés à l'interne et visant à respecter essentiellement les dispositions des lois fiscales.

v) Intégralité des revenus fiscaux :

Le régime fiscal canadien est un système d'autocotisation pour lequel les contribuables doivent connaître les lois fiscales et s'y conformer. Ceci a une incidence sur l'intégralité des revenus fiscaux lorsque les contribuables ne se conforment pas aux lois, par exemple, lorsqu'ils ne déclarent pas la totalité de leurs revenus. L'Agence a institué des systèmes et des contrôles visant à détecter et à redresser les situations où les contribuables ne se conforment pas aux diverses lois qu'elle administre, dont la vérification des documents des contribuables lorsque l'Agence le juge nécessaire. Ces procédures ne sont pas conçues de manière à trouver toutes les sources de revenus non déclarés ou d'autres cas d'inobservation des lois fiscales. L'Agence n'estime pas les impôts et taxes non déclarés. Toutefois, ceux-ci sont inclus dans les revenus une fois qu'ils sont cotisés.

**b) Charges**

i) Charges d'intérêts :

L'Agence engage des charges d'intérêts lorsqu'il y a retard dans le versement des remboursements, en particulier dans le cas des dossiers d'impôt des sociétés pour lesquels il y a eu appel et que la décision prise est en faveur du contribuable. Le remboursement comprend les intérêts courus à compter de la date de paiement des montants d'impôt contestés. Les intérêts courus sont constatés au moment où le passif lié au dossier d'impôt est comptabilisé. Il est impossible, pour l'Agence, d'estimer ces montants à l'avance.

ii) Charges administrées :

Les charges relatives aux crédits d'impôts pour enfants, aux allocations spéciales pour enfants, à l'allocation pour frais de chauffage et aux charges administrées pour les provinces et les territoires sont comptabilisées dans l'exercice auquel elles se rapportent.

iii) Recouvrements administrés :

Les recouvrements au titre des paiements de la sécurité de la vieillesse et des prestations d'assurance-emploi sont constatés lorsqu'ils sont cotisés, y compris une estimation des montants non cotisés. Seuls les recouvrements cotisés dans le cadre du régime fiscal des particuliers sont comptabilisés par l'Agence. Les recouvrements établis par d'autres ministères fédéraux ne sont pas comptabilisés dans ces états financiers.

**c) Encaisse**

L'encaisse comprend les montants reçus dans les bureaux de l'ADRC ou par des agents de l'ADRC au 31 mars, mais non encore déposés au crédit du Trésor du gouvernement du Canada.

**d) Montants à recevoir**

Les montants à recevoir représentent les revenus fiscaux et les autres revenus cotisés ou estimés par l'Agence, mais non encore perçus. Une part importante du solde des montants à recevoir s'explique par la comptabilisation des montants se rapportant à l'exercice en cours, mais dont le paiement n'est pas exigible avant l'exercice suivant. Ils comprennent, par exemple, les déclarations de TPS pour le mois de mars, le versement des retenues à la source pour le mois de mars et les paiements finaux de l'impôt des particuliers qui sont tous exigibles en avril.

**e) Provision pour créances douteuses**

La provision pour créances douteuses représente la meilleure estimation de la direction de la possibilité de recouvrer les montants cotisés, mais non encore versés. La provision pour créances douteuses comprend deux éléments. Un taux général de provision est calculé après l'examen périodique d'un échantillon de comptes débiteurs dont le solde est inférieur à 10 millions de dollars. Un taux de provision particulier est calculé après l'examen annuel de tous les comptes de plus de 10 millions de dollars.

On ajoute à la provision pour créances douteuses une provision annuelle pour les créances irrécouvrables et on en soustrait les montants radiés en cours d'exercice parce qu'ils sont irrécouvrables. La provision pour créances irrécouvrables est présentée dans l'état des revenus administrés parce qu'elle est associée à l'administration des revenus fiscaux et non fiscaux et qu'elle n'est liée à aucune charge de programme. Elle est passée entièrement contre les revenus administrés pour le gouvernement fédéral parce que ce dernier assume tous les risques liés au recouvrement, conformément aux accords de perception fiscale conclus avec les provinces et les territoires.

**f) Montants à payer aux contribuables**

Les montants à payer aux contribuables représentent les impôts, les taxes et les intérêts cotisés, ou estimés par l'Agence, mais non versés au 31 mars. Une part importante des montants à payer s'explique par la comptabilisation des montants se rapportant à l'exercice écoulé, mais dont le paiement n'est pas exigible avant l'exercice financier suivant. Elle comprend notamment les remboursements découlant des cotisations effectuées après le 31 mars et l'estimation des remboursements des impôts sur le revenu des particuliers et des sociétés non encore cotisés.

**g) Passifs éventuels**

Les passifs éventuels sont des obligations possibles qui découlent, par exemple, d'impôts déjà cotisés et comptabilisés dans les revenus et qui peuvent devenir des obligations réelles, selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou de ne pas se produire, et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif. Si la probabilité de l'événement ne peut être déterminée ou qu'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, l'éventualité est indiquée dans les notes afférentes aux états financiers.

**h) Incertitude relative à la mesure**

La préparation des états financiers oblige la direction à faire des estimations et à formuler des hypothèses qui influent sur l'actif, le passif, les revenus et les charges comptabilisés dans les états financiers. On a recours à des estimations pour comptabiliser les revenus fiscaux et les comptes débiteurs et créditeurs connexes. Les résultats réels pourraient différer des montants estimés. L'effet sur les états financiers des changements apportés aux estimations et aux hypothèses pour les exercices ultérieurs pourrait être important. Au moment de la préparation de ces états financiers, la direction considérait que les estimations et les hypothèses étaient raisonnables.

## 3. Modifications de conventions comptables

Selon l'alinéa 88(2)a) de la *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada*, les états financiers de l'Agence doivent être établis en conformité avec des principes comptables correspondant à ceux utilisés pour l'établissement des états du gouvernement du Canada. Dans son budget de 2003-2004, le gouvernement fédéral a annoncé que, pour ses états financiers de 2002-2003, il remplacerait sa méthode de comptabilité d'exercice modifiée par la méthode de comptabilité d'exercice intégrale.

En outre, au cours des exercices antérieurs, les états financiers portant sur les activités administrées par l'Agence consistaient en un état des résultats et des notes complémentaires seulement. Les états financiers des activités administrées par l'Agence comprennent désormais l'état des actifs et des passifs administrés, l'état des revenus administrés, l'état des charges administrées, l'état des flux de trésorerie administrés et les notes aux états financiers.

Les revenus fiscaux sont désormais comptabilisées au cours de l'exercice financier dans lequel on réalise les revenus ou les opérations donnant lieu aux impôts, plutôt qu'au moment où on perçoit les fonds. Les montants des impôts à recevoir des contribuables et à payer à ces derniers sont désormais comptabilisés respectivement dans les actifs et les passifs, dans l'état des actifs et des passifs administrés.

De plus, au cours des exercices précédents, l'Agence a comptabilisé des revenus fiscaux, nets des transferts aux provinces et aux autres ministères fédéraux. Cette année, l'Agence a modifié sa présentation afin de comptabiliser les revenus administrés pour les provinces et les autres ministères fédéraux dans l'état des revenus administrés.

L'Agence a reclassé le crédit de TPS pour le porter en réduction des revenus fiscaux administrés, plutôt qu'à titre de dépenses administrées. La TPS versée par le gouvernement fédéral à ses fournisseurs est désormais comprise dans les revenus administrés au nom du gouvernement du Canada. Auparavant, celle-ci n'était pas comptabilisée dans ces états financiers.

En outre, les revenus et les charges d'intérêts sont désormais comptabilisés distinctement dans l'état des revenus administrés. Auparavant, seuls les intérêts et les pénalités relatifs à la TPS et à l'accise étaient comptabilisés distinctement; les autres revenus d'intérêts et de pénalités étaient auparavant compris dans le volet des revenus fiscaux fédéraux correspondants. L'impôt fédéral sur le revenu des fiducies a été reclassé dans les revenus au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers, plutôt que dans les revenus des non-résidents et autres. Le recouvrement des prestations d'AE a été reclassé dans les recouvrements administrés plutôt que dans les revenus administrés.

Les modifications de conventions comptables ont été appliquées rétroactivement comme suit :

| | (en milliers de dollars) |
|---|---|
| Revenus fédéraux administrés pour 2001-2002 (montant comptabilisé à l'origine) | 158 554 906 |
| Plus : transferts aux provinces et aux autres ministères fédéraux | 82 013 974 |
| | 240 568 880 |
| Diminution en raison de la nouvelle présentation des crédits de TPS, portés en déduction des revenus administrés, plutôt qu'à titre de charges administrées | (2 963 732) |
| Augmentation en raison de la comptabilisation de la TPS versée par les ministères fédéraux | 1 277 837 |
| Diminution en raison de la nouvelle présentation des charges d'intérêts liées à la TPS et à la taxe d'accise en réduction des revenus administrés, plutôt qu'à titre de charges administrées | (53 801) |
| Diminution en raison de la nouvelle présentation des recouvrements des prestations d'AE en réduction des charges administrées plutôt qu'à titre de revenus administrés | (36 584) |
| Diminution en raison de l'adoption de la comptabilité d'exercice | (5 048 581) |
| **Revenus nets administrés redressés pour 2001-2002** | **233 744 019** |

| | (en milliers de dollars) |
|---|---|
| Charges administrées pour 2001-2002 (montant comptabilisé à l'origine) | 10 008 277 |
| Plus : recouvrements auprès des provinces et des territoires | 791 224 |
| | 10 799 501 |
| Diminution en raison de la nouvelle présentation des crédits de TPS en réduction des revenus administrés | (2 963 732) |
| Diminution en raison de la nouvelle présentation des charges d'intérêts liées à la TPS et à la taxe d'accise en réduction des revenus administrés, plutôt qu'à titre de charges administrées | (53 801) |
| Diminution en raison de la nouvelle présentation des recouvrements des prestations d'AE en réduction des charges administrées plutôt qu'à titre de revenus administrés | (36 584) |
| Diminution en raison de l'adoption de la comptabilité d'exercice | (155 328) |
| **Charges nettes administrées redressées pour 2001-2002** | **7 590 056** |

## 4. Montants à recevoir

Pour les besoins de la présente note, les montants à recevoir d'impôt sur le revenu comprennent les montants du Régime de pensions du Canada, de l'assurance-emploi, ainsi que des intérêts et des pénalités connexes. L'Agence a créé la provision pour créances douteuses suivante liée aux montants à recevoir :

| | 2003 | | | 2002 |
|---|---|---|---|---|
| | Brut | Provision pour créances douteuses | Net | Net |
| | (en milliers de dollars) | | | |
| Impôts à recevoir | | | | |
| Particuliers | 24 280 264 | (3 311 053) | 20 969 211 | 21 211 347 |
| Employeurs | 10 203 348 | (644 610) | 9 558 738 | 9 760 573 |
| Sociétés | 5 243 102 | (1 073 723) | 4 169 379 | 5 005 077 |
| Non-résidents | 824 562 | (332 673) | 491 889 | 395 029 |
| TPS à recevoir | 9 570 803 | (1 734 102) | 7 836 701 | 8 725 109 |
| Droits et taxes d'accise à recevoir | 523 016 | (40 263) | 482 753 | 425 412 |
| Droits de douane à recevoir | 126 104 | (37 738) | 88 366 | 82 359 |
| **Total** | **50 771 199** | **(7 174 162)** | **43 597 037** | **45 604 906** |

## 5. Sommes à payer aux contribuables

Les montants à payer aux contribuables s'établissent comme suit :

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Impôt sur le revenu des particuliers | 18 754 192 | 18 965 776 |
| Impôt sur le revenu des sociétés | 8 258 328 | 8 974 264 |
| TPS | 6 484 487 | 6 419 717 |
| Droits et taxes d'accise et droits de douane | 73 529 | 55 354 |
| **Total** | **33 570 536** | **34 415 111** |

## 6. Montants à payer aux provinces

Seuls les montants relevant de la compétence administrative de l'Agence et à verser directement par cette dernière aux provinces sont comptabilisés dans ces états financiers; ces comptes ont essentiellement trait au gouvernement du Québec. Les montants à verser aux provinces, aux territoires et aux autres organismes et qui sont réglés par d'autres ministères, par exemple le ministère des Finances pour les impôts des provinces, des territoires et des Premières nations, ne sont pas comptabilisés dans ces états financiers, puisqu'ils ne relèvent pas de la compétence de l'Agence.

## 7. Comptes de dépôts

L'Agence reçoit des dépôts remboursables pour assurer le respect de divers règlements. Les dépôts en main au 31 mars s'établissent comme suit :

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| **Dépôts de garantie** | | |
| Solde au début de l'exercice | 19 475 | 16 414 |
| Plus : recettes | 15 518 | 6 529 |
| Moins : débours | (2 474) | (3 468) |
| **Solde à la fin de l'exercice** | **32 519** | **19 475** |
| **Dépôts temporaires reçus des importateurs** | | |
| Solde au début de l'exercice | 305 | 556 |
| Opérations nettes durant l'exercice | 393 | (251) |
| **Solde à la fin de l'exercice** | **698** | **305** |
| **Total des comptes de dépôts** | 33 217 | 19 780 |
| Moins : titres détenus en fiducie | (5 084) | (3 064) |
| **Comptes de dépôts nets** | **28 133** | **16 716** |

Le compte de dépôts de garantie a été établi afin de comptabiliser les sommes en espèces et les garanties exigées pour acquitter les droits de douanes et les taxes d'accise prévus sur les biens importés ainsi que les taxes de vente et d'accise à payer par les détenteurs de licence en vertu de la *Loi sur les douanes* et de la *Loi sur la taxe d'accise*.

Le compte des dépôts temporaires reçus des importateurs a été établi afin de comptabiliser les dépôts de garantie provisoires reçus des importateurs pour assurer la conformité aux divers règlements des douanes et de l'accise en ce qui concerne l'entrée temporaire de marchandises au pays.

Les titres détenus en fiducie par l'Agence sont des espèces et des obligations du gouvernement du Canada.

## 8. Montant net dû au Trésor au nom du gouvernement du Canada et de tiers

Le montant net déposé au Trésor du gouvernement du Canada comprend tous les montants perçus par l'Agence et déposés pendant l'exercice au Trésor au nom du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux, des territoires et d'autres organisations.

Le montant net dû au Trésor au nom du gouvernement du Canada et de tiers est constitué de l'écart entre les actifs administrés (impôts non encore perçus et/ou déposés au Trésor) et les autres passifs administrés que l'Agence doit payer à même le Trésor. L'évolution du montant net dû au Trésor pendant l'exercice est présentée ci-après :

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Montant net dû au Trésor au nom du gouvernement du Canada et de tiers au début de l'exercice | 15 058 154 | 19 586 227 |
| Total des revenus nets administrés | 238 005 647 | 233 744 019 |
| Moins les revenus provinciaux versés directement aux provinces : | | |
| Revenus administrés au titre de l'indemnisation des accidentés du travail de la Nouvelle-Écosse | (172 649) | (178 859) |
| Taxes de vente provinciales sur le tabac et l'alcool | (40 680) | (38 721) |
| Total des charges administrées | (7 551 186) | (7 590 056) |
| Montant net des fonds déposés au Trésor du gouvernement du Canada | (229 852 741) | (230 464 456) |
| **Montant net dû au Trésor au nom du gouvernement du Canada et de tiers à la fin de l'exercice** | **15 446 545** | **15 058 154** |

## 9. Passifs éventuels

Les passifs éventuels comprennent les impôts qui ont déjà fait l'objet de cotisations, mais pour lesquels il y a opposition ou appel devant la Cour canadienne de l'impôt, la Cour fédérale du Canada ou la Cour suprême du Canada. Au 31 mars 2003, le montant contesté au niveau de l'Agence s'élevait à 7 641 millions de dollars (7 859 millions pour 2002) et un montant de 1 419 millions de dollars faisait l'objet d'appels devant les tribunaux (1 422 millions pour 2002). Le cas échéant, l'Agence a comptabilisé une provision afin de tenir compte des montants estimatifs faisant l'objet d'oppositions ou d'appels qui pourraient être perdus et qu'il est possible d'estimer avec suffisamment de certitude (aucun montant pour 2003 et 366 millions de dollars pour 2002).

## 10. Revenu de TPS administré pour le gouvernement fédéral

Le tableau ci-dessous renferme des détails sur le revenu au titre de la taxe sur les produits et services (TPS) administré pour le gouvernement fédéral et présenté dans l'état des revenus administrés :

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| TPS nette des CTI et des remboursements | 32 480 931 | 29 552 743 |
| Crédits de taxes trimestriels de TPS | (3 081 696) | (2 982 663) |
| **Revenu net de TPS** | **29 399 235** | **26 570 080** |

## 11. Intérêts et pénalités

L'Agence peut, dans certains cas, par exemple lorsqu'elle accuse des retards dans le traitement des opérations, en cas de difficultés financières des contribuables ou dans d'autres circonstances exceptionnelles, renoncer aux intérêts et aux pénalités réclamés ou qui seraient normalement réclamés. En vertu des différentes lois fiscales, les intérêts et les pénalités peuvent être annulés même s'ils ont déjà été réclamés des contribuables. Il est possible de prévoir une dispense en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques* s'ils n'ont pas encore été réclamés des contribuables. Voici le montant des intérêts et des pénalités auxquels l'Agence a renoncé en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés :

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Intérêts et pénalités bruts gagnés | 3 092 320 | 3 289 344 |
| Moins les intérêts et pénalités annulés en vertu des pouvoirs conférés par la : | | |
| *Loi de l'impôt sur le revenu* | (70 770) | (84 577) |
| *Loi sur la taxe d'accise* | (17 619) | (16 111) |
| *Loi sur les douanes* | (1 221) | (1 772) |
| | (89 610) | (102 460) |
| Moins les intérêts et pénalités pour lesquels une dispense a été accordée en vertu des pouvoirs conférés par la *Loi sur la gestion des finances publiques* | (230 901) | (185 459) |
| **Intérêts et pénalités nets gagnés** | **2 771 809** | **3 001 425** |

## 12. Autres revenus administrés pour les gouvernements provinciaux et territoriaux et les Premières nations

Le tableau ci-après renferme des détails sur les autres revenus administrés pour les gouvernements provinciaux et territoriaux et les Premières nations et présentés dans l'état des revenus administrés :

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Taxes de vente des Premières nations | 3 749 | 2 612 |
| Indemnisation des travailleurs accidentés de la Nouvelle-Écosse | 172 649 | 178 859 |
| Taxes de vente sur le tabac et l'alcool | 40 680 | 38 721 |
| **Total** | **217 078** | **220 192** |

## 13. Revenus nets administrés au nom du Régime de pensions du Canada

Le tableau ci-après renferme des détails sur les revenus administrés pour le Régime de pensions du Canada et présentés dans l'état des revenus administrés :

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Cotisations au RPC | 25 166 344 | 22 935 376 |
| Intérêts et pénalités | 100 975 | 97 339 |
| Provision pour mauvaises créances | (63 532) | (42 520) |
| **Revenus nets du RPC** | **25 203 787** | **22 990 195** |

## 14. Opérations internes conclues avec le gouvernement fédéral

Le ministère des Finances verse, pour des revenus comme les impôts et les taxes des provinces, des territoires et des Premières nations, des paiements aux provinces, aux territoires et à d'autres organisations pour lesquelles l'Agence administre la perception des revenus. Les cotisations au Régime de pensions du Canada et à l'assurance-emploi, après déduction des paiements en trop remboursés par l'Agence et du recouvrement de prestations de sécurité de la vieillesse, sont déposées au Trésor par l'Agence et sont ensuite créditées au compte de Développement des ressources humaines Canada (DRHC), qui administre ces programmes par l'entremise du compte d'assurance-emploi et du compte du Régime de pensions du Canada.

L'Agence verse au Trésor toutes les sommes perçues pour l'impôt provincial, les cotisations au Régime de pensions du Canada et les cotisations d'assurance-emploi; par conséquent, ces états financiers ne comprennent pas les soldes des comptes interministériels connexes.

Les cotisations d'assurance-emploi administrées au nom du gouvernement fédéral comprennent la quote-part de l'employeur payée par le gouvernement fédéral. La TPS déclarée à l'Agence comprend la TPS payée par le gouvernement fédéral à ses fournisseurs. La TPS perçue par d'autres ministères est déposée au Trésor et déclarée à l'Agence et est donc comprise dans les revenus de TPS. Les droits de douane à l'importation administrés pour le compte du gouvernement fédéral comprennent les droits versés par ce gouvernement. Voici les montants en question :

| | 2003 | 2002 |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Quote-part de l'employeur au titre des cotisations d'AE payée par le gouvernement fédéral | 373 000 | 362 000 |
| TPS payée par le gouvernement fédéral à ses fournisseurs | 1 150 678 | 1 277 837 |
| TPS cotisée sur les revenus d'autres ministères fédéraux | 70 941 | 41 780 |
| Droits de douane à l'importation payés par les ministères fédéraux | 57 658 | 35 085 |

# Rapport de gestion supportant les *états financiers vérifiés*

# Rapport de gestion – Activités de l'Agence

## Introduction

Cette section des états financiers fournit des renseignements additionnels non vérifiés sur les activités de l'Agence, telles que présentées dans l'État des résultats – Activités de l'Agence. Cette information est sous la comptabilité d'exercice intégrale.

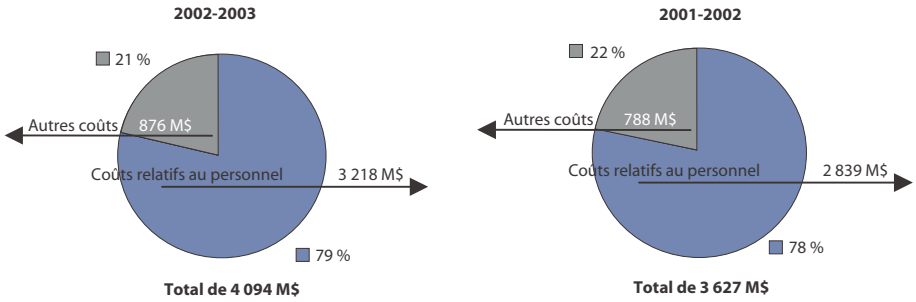
## Gestion de l'Agence

La majeure partie de l'écart entre les dépenses des deux exercices provient des nouvelles autorisations reçues par l'Agence en 2002-2003, telles que les nouvelles initiatives annoncées dans les budgets du gouvernement fédéral, ou celles reliées aux efforts soutenus pour générer des revenus décrites dans l'Examen des ressources et de la gestion.

## Coût net des opérations (selon les états financiers)

Les dépenses totales de l'Agence en 2002-2003 ont augmenté de 467 millions de dollars ou de 13 % par rapport à 2001-2002. Les coûts de l'Agence, tels que détaillés dans ses états financiers annuels, sont composés d'environ 79 % de coûts relatifs au personnel (salaires, autres avantages et indemnités) et d'environ 21 % pour d'autres coûts. La plupart de ces coûts sont liés aux coûts relatifs au personnel (p. ex., déplacements pour les vérificateurs, ordinateurs, locaux, remplacement de mobilier, etc.); les coûts relatifs au personnel sont donc le principal inducteur de coûts pour l'Agence, comme l'illustre la figure ci-dessous :

### Tableau 1 : Coût net des opérations




## Coûts relatifs au personnel (salaires, autres avantages et indemnités)

Les coûts relatifs au personnel de l'Agence (salaires, autres avantages et indemnités) ont augmenté d'environ 13 % ou de 379 millions de dollars par rapport à 2001-2002. De ce montant, 77 millions proviennent d'une augmentation de 3,8 % dans l'utilisation des équivalents temps plein; 123 millions viennent des taux salariaux plus élevés résultant surtout des conventions collectives, des augmentations liées à la croissance de l'économie, et du mouvement des employés dans les échelles salariales, etc. Le solde de 179 millions de l'augmentation de 379 millions de dollars vient des autres avantages et indemnités, et va de pair avec les augmentations de salaires décrites ci-dessus. Par exemple, les régimes d'avantages sociaux des employés ont augmenté de 112 millions (y compris 56 millions provenant d'une sous-estimation du montant réel par le Secrétariat du Conseil du Trésor en 2001-2002); 29 millions pour les indemnités de cessation d'emploi; 20 millions pour les autres avantages et indemnités comme les vacances, les prestations de maternité et les primes au rendement; et 18 millions pour l'assurance santé.

## Autres coûts

Les autres coûts ont augmenté de 11 % ou d'environ 88 millions de dollars. La majorité de ces dépenses viennent appuyer les augmentations salariales notées ci-dessus. Les principales composantes de cette augmentation se rattachent aux locaux (18 millions de dollars), aux transports et communications (12 millions de dollars), aux services professionnels et spéciaux (20 millions de dollars), paiements de transfert (1 million de dollars), à l'achat de services de réparation et d'entretien (5 millions de dollars), à l'achat de matériel (8 millions de dollars), à l'amortissement des immobilisations (6 millions de dollars), à la location de matériel et autres (2 millions de dollars) et à la perte sur aliénations d'actifs (15 millions de dollars); et à une diminution des revenus non fiscaux de 8 millions de dollars; pour 95 millions de dollars. Ces dernières ont été compensées par des diminutions de fournitures et approvisionnements (6 millions de dollars); et des autres services et charges (un total de 1,6 million de dollars, incluant les autres services, 822 milles de dollars; la publicité, 327 milles de dollars; les services publics, 51 milles de dollars; et d'autres charges, 376 milles de dollars).

# Discussion et analyse de la gestion – Revenus administrés

## Introduction

Les états financiers – activités administrées, tiennent compte du total des actifs et des passifs, des revenus fiscaux et non fiscaux, des charges et des flux de trésorerie administrés par l'ADRC pour le compte du gouvernement du Canada, des gouvernements provinciaux et territoriaux, des Premières nations et autres organismes gouvernementaux. Les revenus fiscaux sont reconnus selon la méthode de comptabilité d'exercice et sont nettes des déductions applicables et des crédits alloués conformément aux diverses lois. L'année précédente, qui était auparavant reportée selon la méthode de comptabilité de caisse, a été rajustée pour tenir compte des effets de la comptabilité d'exercice.

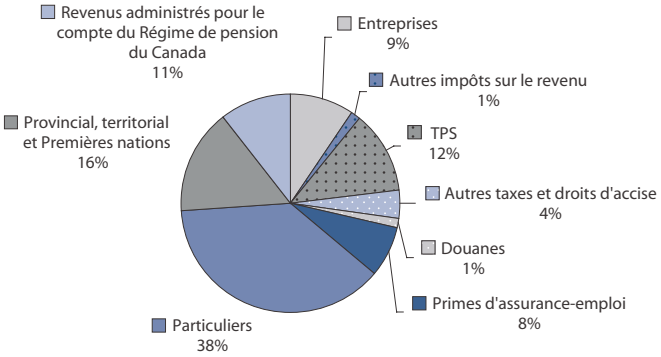
## Analyse des revenus administrées pour le compte du gouvernement fédéral

Les revenus fédéraux relatifs à l'impôt sur le revenu étaient inférieures de 135 millions de dollars en 2002-2003 par rapport en 2001-2002. Les revenus de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,5 milliards de dollars, tandis que les revenus de l'impôt sur le revenu des entreprises ont diminué de 2 milliards de dollars. D'autres revenus relatives à l'impôt sur le revenu ont augmenté de 365 millions de dollars. L'augmentation relative à l'impôt sur le revenu des particuliers est en grande partie conforme à l'augmentation de 3,3 % en revenu personnel et rajusté aux fins des répercussions des mesures de réduction de l'impôt présentées au budget de février 2000 et de la *Mise à jour de l'état économique et du budget* d'octobre 2000. La baisse des revenus de l'impôt sur le revenu des entreprises s'explique en raison des répercussions des pertes reportées de 2001 et des réductions au taux de l'impôt sur le revenu des entreprises.

Il y a eu une augmentation de 4,1 milliards de dollars pour les autres taxes et droits. Les revenus relatives à la TPS ont augmenté de 2,8 milliards de dollars, ce qui est principalement le résultat d'une forte croissance de la demande du consommateur, particulièrement pour les produits durables et les nouveaux logements. Les droits d'importation des douanes ont augmenté de 147 millions de dollars, ce qui tient compte d'une forte augmentation au niveau des importations assujetties aux tarifs. Le restant des taxes et des droits d'accise était de 1,1 milliard de dollars plus élevé, ce qui est attribuable à l'introduction au 1er avril 2002 des frais de sécurité des voyageurs aériens et aux augmentations de la taxe d'accise sur le tabac.

Les primes d'assurance-emploi ont augmenté de 244 millions de dollars en raison de l'augmentation du nombre de personnes employées et payant des primes, augmentation compensée passablement par la réduction des primes.

### Tableau 2 : Revenus 2002-2003



# *Information financière supplémentaire* non vérifiée

# Renseignements sur le rendement financier – Crédits parlementaires

## Introduction

Cette section fournit des détails sur le rendement de la gestion des ressources de l'Agence, pour rendre compte au Parlement de l'utilisation des crédits en 2002-2003. Ces renseignements complètent ceux qui sont fournis dans le *Rapport annuel de l'ADRC* et satisfont aux exigences en matière de rapport établies pour les rapports ministériels sur le rendement. Ils sont aussi conformes aux renseignements sur l'ADRC figurant dans les Comptes publics de 2002-2003.

## Méthode d'établissement des rapports financiers

Le financement de l'ADRC est fourni par le Parlement au moyen de crédits annuels (selon la méthode de comptabilité de caisse modifiée). L'ADRC rend compte de ses dépenses et de son rendement au Parlement dans le *Rapport annuel de l'ADRC* et fournit dans cette section, selon la même méthode de comptabilité, des détails sur la gestion des crédits parlementaires. Cependant, ces renseignements ne tiennent pas compte, par exemple, de certains rajustements de comptabilité d'exercice comme ceux relatifs aux services fournis par d'autres ministères, qui font partie de l'état des résultats vérifié.

En plus de respecter les exigences en matière de rapport indiquées ci-dessus, l'ADRC doit aussi préparer ses états financiers annuels conformément avec les principes de comptabilité qui correspondent à ceux appliqués dans la préparation des états financiers du gouvernement du Canada (méthode de la comptabilité d'exercice intégrale). En conséquence, l'État des résultats – Activités de l'Agence comprend des rajustements de comptabilité d'exercice, notamment pour les services fournis par d'autres ministères dont il est fait mention ci-dessus.

D'un bout à l'autre du *Rapport annuel de l'ADRC* ainsi que dans cette section, la méthode de la comptabilité de caisse modifiée est utilisée. Un rapprochement entre les dépenses indiquées dans le rapport sur le rendement et celles figurant dans l'État des résultats – Activités de l'Agence se trouve dans le Tableau 9.

## Information financière de l'ADRC

### Tableau 3 : Activités de l'Agence

| **Agence des douanes et du revenu du Canada** | **2002-2003** (en milliers de dollars) |
|---|---|
| Dépenses prévues | 3 363 758 |
| Autorisations finales | 3 965 970 |
| Dépenses réelles | 3 824 904 |

## Revenus perçus par l'Agence

Les rentrées de fonds brutes perçues par l'ADRC totalisent quelques 238,4 milliards de dollars, une augmentation de 1,9 % par rapport aux 234,0 milliards de dollars de 2001-2002, une fois qu'elles sont retraitées selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale.

| | **2001-2002** | **2002-2003** |
|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Gouvernement fédéral | 172 055 687 | 175 565 370 |
| Gouvernements provinciaux et territoriaux et Premières nations | 38 698 137 | 37 236 490 |
| Régime de pensions du Canada | 22 990 195 | 25 203 787 |
| Total | **233 744 019** | **238 005 647** |

## Vue d'ensemble

Le montant des dépenses prévues indiqué antérieurement représente le financement original de 3 363,8 millions de dollars approuvé par le Parlement, de même que les Budgets supplémentaires des dépenses et les autres approbations du Conseil du Trésor, redressements législatifs, ou de rajustements à la fin de l'exercice de 602,1 millions de dollars approuvés durant l'exercice 2002-2003. Ceci représente une augmentation en cours d'année de 18 % par rapport au Budget principal des dépenses original.

| **Autorisations approuvées par le Parlement en 2002-2003** | (en millions de dollars) | |
|---|---|---|
| **Budget principal des dépenses** | | **3 363,8** |
| **Budget supplémentaire des dépenses (A)** * | | |
| Mise en oeuvre de nouvelles initiatives annoncées dans les budgets du Gouvernement fédéral : | | |
| • Rapports sur les marchés de construction fédéraux; | 23,8 | |
| • Projet d'amélioration de la réceptivité du crédit pour la TPS/TVH; | 23,6 | |
| • Système d'information financière; | 4,7 | |
| • Initiative de contrôle des produits intégrés de la criminalité; | 0,3 | |
| • Mesures fiscales affectant les particuliers; | 0,8 | |
| • Report des versements provisionnels d'impôt des sociétés par les petites entreprises; | 0,5 | |
| • Surcharge pour la sécurité des voyageurs aériens; et | 4,6 | |
| • Impôt calculé sur le revenu | 24,6 | |
| Mise en oeuvre d'initiatives de politique : | | |
| • Révision de la *Loi sur l'accise*; | 8,4 | |
| • Gouvernement en direct; et | 12,4 | |
| • Réduction du financement pour la super déduction de la Recherche scientifique et développement expérimental | (1,2) | |
| Responsabilités de l'Agence pour la protection de la frontière et le bien-être des résidents du Canada : | | |
| • Journée mondiale de la jeunesse 2002; et | 1,0 | |
| • Sommet du G8 | 0,3 | |
| Autres rajustements | 9,1 | |
| | **112,9** | |
| **Budget supplémentaire des dépenses (B)** * | | |
| • Accès aux marchés pour les pays les moins avancés | 0,8 | |
| • Rajustement aux revenus disponibles; remboursement de la province de Québec – Ministère du revenu du Québec (MRQ) pour paiement en trop pour l'administration de la Taxe sur les produits et services | 12,0 | |
| • TPSGC – contrats de services | 2,5 | |
| • Transferts de ressources entre salaires et fonctionnement et entretien | 5,0 | |
| • Sécurité publique et antiterrorisme | (1,8) | |
| | **18,5** | |
| **Rajustements techniques et de fin d'exercice** | | |
| • Report de 2001-2002 à 2002-2003 * | 168,9 | |
| • Approbation de conventions collectives * | 181,3 | |
| • Crédit 5 – Allocations de maternité et indemnités de départ * | 44,5 | |
| • Régimes de prestations aux employés – Rajustement technique | 70,0 | |
| • Autres rajustements * | 6,0 | |
| | **470,7** | |
| **Total partiel pour les Budgets supplémentaires des dépenses A, B et les rajustements techniques** | | **602,1** |
| **Autorisations totales** | | **3 965,9** |

* Exclut les Régimes de prestations aux employés

# Tableaux sur le rendement financier

## Introduction

Les tableaux qui suivent fournissent de l'information financière sur les résultats de l'Agence au cours de l'exercice 2002-2003. Elles comparent les dépenses prévues avec les autorisations totales du Parlement de même qu'avec les dépenses réelles pour l'exercice.

L'information est présentée au niveau de l'Agence, du secteur d'activité et par direction générale fonctionnelle; de même que par autorisation, par article de dépenses et par type de revenu et dépense. On y trouve aussi les dépenses pour les projets d'immobilisation et les coûts des services fournis sans frais par d'autres ministères.

## Tableaux sur le rendement financier


| Tableau | | Page |
|---|---|---|
| Tableau 1 | Sommaire des crédits approuvés | 2-58 |
| Tableau 2 | Comparaison entre les dépenses prévues et les dépenses réelles | 2-59 |
| Tableau 3 | Comparaison de données historiques – Dépenses prévues et dépenses réelles | 2-60 |
| | 3.1 Détails des besoins financiers par article | 2-60 |
| | 3.2 Coûts des services fournis par d'autres ministères sans frais | 2-61 |
| Tableau 4 | Revenus non-fiscaux provenant des Activités de l'Agence | 2-62 |
| | 4.1 Revenus non-fiscaux disponibles – En vertu de *La Loi sur l'ADRC* | 2-63 |
| | 4.2 Revenus non-fiscaux disponibles – Initiatives de facturation externes | 2-64 |
| | 4.3 Revenus non-fiscaux non disponibles | 2-65 |
| Tableau 5 | Paiements législatifs | 2-65 |
| Tableau 6 | Paiements de transfert | 2-65 |
| Tableau 7 | Besoins en ressources par organisation (fonctionnelle) et secteur d'activité | 2-66 |
| Tableau 8 | Projets | 2-67 |
| | 8.1 Projets – Plan d'investissement | 2-67 |
| | 8.2 Projets de capital principal | 2-68 |
| | 8.3 Projets – Plan de gestions des biens | 2-69 |
| Tableau 9 | Rapprochement des dépenses rapportées dans le Rapport sur le rendement à l'État des résultats – Activités de l'Agence pour 2002-2003 | 2-70 |
| | 9.1 Rapprochement par article | 2-71 |

Tableau 1 : Sommaire des crédits approuvés

| Besoins financiers par autorisation | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | (en milliers de dollars) | Dépenses prévues 2002-2003 | Autorisations finales 2002-2003 | Dépenses réelles 2002-2003 |
| **Crédit** | | | | |
| 1 | Dépenses de fonctionnement | 2 635 462 | 3 144 878 | **3 010 274** |
| 5 | Dépenses en capital | 23 349 | 23 840 | **23 840** |
| 10 | Contributions | 110 326 | 115 769 | **109 307** |
| (L) | Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile | 65 | 67 | **67** |
| (L) | Dépenses des revenus reçus par le biais de la conduite des opérations en vertu de l'article 60 de la *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada* [1] | 24 888 | 37 366 | **37 366** |
| (L) | Contributions aux régimes de prestations des employés | 431 668 | 501 775 | **501 775** |
| (L) | Versements des Allocations spéciales pour les enfants | 138 000 | 134 498 | **134 498** |
| (L) | Dépenses provenant de la vente de biens excédentaires de l'État | | 588 | **588** |
| (L) | Montants adjugés par les tribunaux | | 1 275 | **1 275** |
| (L) | Remboursement de revenus de l'année précédente | | 5 914 | **5 914** |
| | **Total de l'Agence** | **3 363 758** | **3 965 970** | **3 824 904** |

[1] Les autorisations et les dépenses réelles comprennent 2 254 K$ de revenus disponibles payées à la province de Québec pour l'administration conjointe des taxes de vente fédérale et provinciale. Les autres montants payés à la province de Québec se retrouvent au Crédit 10 – Contributions. D'autres informations sont fournies au Tableau 6.

## Tableau 2 : Comparaison entre les dépenses prévues et les dépenses réelles

**Dépenses prévues par opposition aux dépenses réelles par secteur d'activité à l'Agence** (en milliers de dollars)

| Secteurs d'activité | ÉTP | Fonctionnement | Dépenses en Capital | Subventions et contributions votées | Total partiel : Dépenses brutes votées | Subventions et contributions législatives | Total des dépenses brutes | Moins : Revenus disponibles [2] | Total des dépenses nettes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Services fiscaux** [1] | 29 026 | 1 778 774 | | 110 326 | 1 889 100 | | 1 889 100 | 103 018 | 1 786 082 |
| *Autorisations finales* | *31 263* | *2 110 649* | | *115 769* | *2 226 418* | | *2 226 418* | *100 664* | *2 125 754* |
| **Dépenses réelles** | **29 723** | **2 065 932** | | **109 307** | **2 175 239** | | **2 175 239** | **100 664** | **2 074 575** |
| **Programmes de prestations et autres services** [1] | 1 036 | 57 868 | | | 57 868 | 138 000 | 195 868 | 380 | 195 488 |
| *Autorisations finales* | *1 217* | *91 454* | | | *91 454* | *134 498* | *225 952* | *380* | *225 572* |
| **Dépenses réelles** | **1 115** | **83 089** | | | **83 089** | **134 498** | **217 587** | **380** | **217 207** |
| **Appels** [1] | 1 291 | 88 644 | | | 88 644 | | 88 644 | 8 436 | 80 208 |
| *Autorisations finales* | *1 379* | *102 819* | | | *102 819* | | *102 819* | *6 352* | *96 467* |
| **Dépenses réelles** | **1 256** | **99 883** | | | **99 883** | | **99 883** | **6 352** | **93 531** |
| **Services douaniers** [1] | 8 398 | 568 768 | 23 349 | | 592 117 | | 592 117 | – | 592 117 |
| *Autorisations finales* | *8 218* | *692 769* | *23 840* | | *716 609* | | *716 609* | – | *716 609* |
| **Dépenses réelles** | **7 855** | **636 840** | **23 840** | | **660 680** | | **660 680** | | **660 680** |
| **Gestion et orientation de l'entreprise** [1] | 7 800 | 738 918 | | | 738 918 | | 738 918 | 29 055 | 709 863 |
| *Autorisations finales* | *7 474* | *837 034* | | | *837 034* | | *837 034* | *35 466* | *801 568* |
| **Dépenses réelles** | **7 530** | **814 377** | | | **814 377** | | **814 377** | **35 466** | **778 911** |
| Total de l'Agence | | | | | | | | | |
| Dépenses prévues | 47 551 | 3 232 972 | 23 349 | 110 326 | 3 366 647 | 138 000 | 3 504 647 | 140 889 | 3 363 758 |
| *Autorisations finales* | *49 551* | *3 834 725* | *23 840* | *115 769* | *3 974 334* | *134 498* | *4 108 832* | *142 862* | *3 965 970* |
| **Dépenses réelles** | **47 479** | **3 700 121** | **23 840** | **109 307** | **3 833 268** | **134 498** | **3 967 766** | **142 862** | **3 824 904** |
| **Autres revenus et dépenses** | | | | | | | | | |
| **Revenus non fiscaux** | | | | | | | | | |
| **Revenus disponibles – En vertu de la *Loi sur l'ADRC*** [3] | | | | | | | | | 24 888 |
| *Autorisations finales* | | | | | | | | | *37 366* |
| **Revenus réels** | | | | | | | | | **37 366** |
| **Revenus non disponibles provenant des Activités de l'Agence** [4] | | | | | | | | | 163 328 |
| *Autorisations finales* | | | | | | | | | *30 432* |
| **Revenus réels** | | | | | | | | | **30 432** |
| **Coût des services fournis par autres ministères sans frais** [5] | | | | | | | | | 446 000 |
| *Autorisations finales* | | | | | | | | | *506 613* |
| **Dépenses réels** | | | | | | | | | **506 613** |
| **Coût net du programme** [1] | | | | | | | | | 3 621 542 |
| *Autorisations finales* | | | | | | | | | *4 404 785* |
| **Dépenses réelles** | | | | | | | | | **4 263 719** |

1 Les données en caractères ordinaires sont les dépenses prévues selon le rapport de 2002-2003 sur les plans et priorités; les données en caractères italiques indiquent le total des autorisations à partir du Budget principal et des Budgets supplémentaires des dépenses et autres autorisations. Les données en caractères gras indiquent les dépenses/revenus réels.

2 Inclut seulement les recettes à valoir sur le crédit; n'inclut pas les revenus disponibles en vertu de l'article 60 de la *Loi sur l'ADRC*.

3 Les détails se trouvent dans le Tableau 4.1

4 Les détails des revenus réels se trouvent dans le Tableau 4.3. Le montant original des dépenses prévues de 163 328 K$ comprend 125 049 K$ en intérêts, pénalités pour la TPS/TVH, les douanes et l'accise, ainsi que les amendes et saisies (qui paraissent maintenant exclusivement dans les activités administrées de l'Agence); et 38 279 K$ de revenus non-disponibles non fiscaux provenant des Activités de l'Agence.

5 Les détails se trouvent dans le Tableau 3.2

Tableau 3 : Comparaison de données historiques – Dépenses prévues et dépenses réelles

| **Dépenses prévues par opposition aux dépenses réelles par secteur d'activité à l'Agence** (en milliers de dollars) | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Secteurs d'activité** | **Dépenses réelles 2000-2001** | **Dépenses réelles 2001-2002** | **Dépenses prévues 2002-2003** | **Autorisations finales 2002-2003** | **Dépenses réelles 2002-2003** |
| Services fiscaux | 1 751 826 | 1 855 462 | 1 786 082 | 2 125 754 | **2 074 575** |
| Programmes de prestations et autres services | 154 152 | 178 464 | 175 147 | 205 231 | **204 654** |
| Appels | 70 989 | 75 052 | 80 208 | 96 467 | **93 531** |
| Services douaniers | 495 885 | 560 189 | 592 117 | 716 609 | **660 680** |
| Gestion et orientation de l'entreprise | 628 602 | 730 116 | 709 863 | 801 568 | **778 911** |
| Total partiel | 3 101 454 | 3 399 283 | 3 343 417 | 3 945 629 | **3 812 351** |
| Plus : Programmes de prestations et autres services (allocations pour les frais de chauffage) [1] | 1 459 267 | 42 211 | 20 341 | 20 341 | **12 553** |
| **Total** | 4 560 721 | 3 441 494 | 3 363 758 | 3 965 970 | **3 824 904** |

[1] Les dépenses réelles de 12 553 K$ sont selon la méthode de comptabilité de caisse. L'état des résultats pour les activités administrées présente un montant de (1 117 K$), selon la base de la comptabilité d'exercice intégrale.

Tableau 3.1 : Détails des besoins financiers par article

| (en milliers de dollars) | **Dépenses réelles 2000-2001** | **Dépenses réelles 2001-2002** | **Dépenses prévues 2002-2003** | **Autorisations finales 2002-2003** | **Dépenses réelles 2002-2003** |
|---|---|---|---|---|---|
| Personnel | | | | | |
| Traitement et salaires | 2 015 040 | 2 259 535 | 2 158 405 | 2 615 823 | **2 495 115** |
| Cotisations aux régimes de prestations des employés | 414 548 | 390 100 | 431 668 | 501 775 | **501 775** |
| Total partiel | 2 429 588 | 2 649 635 | 2 590 073 | 3 117 598 | **2 996 890** |
| Produits et services [1] | | | | | |
| Transports et communications | 174 010 | 184 610 | 175 077 | 198 508 | **194 662** |
| Information | 4 948 | 6 583 | 4 893 | 6 150 | **6 031** |
| Services professionnels et spéciaux | 146 830 | 176 198 | 160 409 | 199 642 | **195 773** |
| Locations | 11 414 | 12 032 | 13 287 | 14 703 | **14 418** |
| Achat de services de réparation et d'entretien | 81 890 | 79 045 | 82 980 | 85 898 | **84 234** |
| Services publics, fournitures et approvisionnements | 64 176 | 62 611 | 65 463 | 56 556 | **55 460** |
| Autres subventions et paiements | 1 461 632 | 42 923 | 2 339 | 23 005 | **22 559** |
| Acquisition de machines et de matériel | 94 501 | 110 748 | 138 451 | 132 665 | **130 094** |
| Total partiel | 2 039 401 | 674 750 | 642 899 | 717 127 | **703 231** |
| Capital | | | | | |
| Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages | 2 888 | 24 882 | 23 349 | 23 840 | **23 840** |
| Paiements de transfert | | | | | |
| Subventions (paiements législatifs) | 102 689 | 125 026 | 138 000 | 134 498 | **134 498** |
| Contributions | 118 953 | 108 125 | 110 326 | 115 769 | **109 307** |
| Total partiel | 221 642 | 233 151 | 248 326 | 250 267 | **243 805** |
| Dépenses brutes | 4 693 519 | 3 582 418 | 3 504 647 | 4 108 832 | **3 967 766** |
| Moins : Revenus disponibles [2] | (132 798) | (140 924) | (140 889) | (142 862) | **(142 862)** |
| **Dépenses nettes** | 4 560 721 | 3 441 494 | 3 363 758 | 3 965 970 | **3 824 904** |

[1] Les autorisations des Produits et services ont été établies selon les dépenses réelles (réparties proportionnellement).

[2] Inclut seulement les recettes à valoir sur le crédit, n'inclut pas les revenus disponibles en vertu de l'article 60 de la *Loi sur l'ADRC*.

Tableau 3.2 : Coût des services fournis par d'autres ministères sans frais

| (en milliers de dollars) | Dépenses réelles 2000-2001 | Dépenses réelles 2001-2002 | Dépenses prévues 2002-2003 | Autorisations finales 2002-2003 | Dépenses réelles 2002-2003 |
|---|---|---|---|---|---|
| Installations fournies par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) | 214 326 | 222 495 | 220 000 | 241 016 | **241 016** |
| Part de l'employeur des coûts des avantages sociaux et des primes d'assurances acquittée par le Secrétariat du Conseil du Trésor | 112 842 | 169 465 | 161 900 | 187 134 | **187 134** |
| Services juridiques fournis par le ministère de la Justice | 57 907 | 65 072 | 57 900 | 69 362 | **69 362** |
| Services de vérification fournis par le Bureau du vérificateur général | 3 270 | 4 000 | 3 300 | 4 089 | **4 089** |
| Indemnités des accidents du travail fournies par le ministère du Développement des ressources humaines | 3 032 | 2 811 | 2 900 | 2 940 | **2 940** |
| Services liés à la paie fournis par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) * | | 1 865 | | 2 072 | **2 072** |
| **Coût total des services fournis par d'autres ministères sans frais** | 391 377 | 465 708 | 446 000 | 506 613 | **506 613** |

* Ces coûts n'étaient pas inclus dans les rapports des années précédentes

## Revenus non-fiscaux

En vertu de son mandat, l'ADRC a la responsabilité de percevoir les revenus fiscaux; ceux-ci sont décrits plus tôt dans les États financiers vérifiés – Activités administrées, de même que d'autres catégories de revenus non-fiscaux telles les intérêts, les pénalités, les amendes, les saisies, etc. L'ADRC a également la responsabilité de percevoir les revenus non-fiscaux (disponibles ou non-disponibles) tout comme les autres ministères et agences gouvernementaux. À compter de l'exercice 2002-2003, l'ADRC a adopté la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale à la fois pour les revenus fiscaux et non-fiscaux. Par conséquent, on a retraité les données pour un seul exercice (2001-2002) selon cette nouvelle méthode.

Tableau 4 : Revenus non-fiscaux provenant des Activités de l'Agence

| (en milliers de dollars) | Revenus réels 2001-2002 | Revenus prévus 2002-2003 | Revenus réels 2002-2003 |
|---|---|---|---|
| Revenus non-fiscaux disponibles provenant des Activités de l'Agence | | | |
| Recettes à valoir sur le Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement | | | |
| Administration du Régime de pensions du Canada | 62 680 | 63 676 | **64 929** |
| Administration de l'assurance-emploi | 78 244 | 77 213 | **77 933** |
| Total partiel | 140 924 | 140 889 | **142 862** |
| En vertu de l'article 60 de la *Loi sur l'ADRC* [1] | 30 956 | 24 888 | **37 366** |
| Total partiel | 171 880 | 165 777 | **180 228** |
| Revenus non-fiscaux non-disponibles provenant des Activités de l'Agence [2] | 36 952 | 38 279 | **30 432** |
| Total partiel | 36 952 | 38 279 | **30 432** |
| **Total** | **208 832** | **204 056** | **210 660** |

[1] Les détails se retrouvent au Tableau 4.1

[2] Les détails se retrouvent au Tableau 4.3

Tableau 4.1 : Revenus non-fiscaux disponibles – En vertu de la *Loi sur l'ADRC*

| (en milliers de dollars) | Dépenses réelles 2001-2002 | Dépenses prévues 2002-2003 | Dépenses réelles 2002-2003 |
|---|---|---|---|
| Remboursements des dépenses de l'année antérieure [1] | 2 979 | 992 | **4 600** |
| Ventes des produits et services | | | |
| Droits et privilèges | | | |
| Droits d'agréments des courtiers | 378 | 380 | **384** |
| Droits d'entrepôt des douanes | 1 249 | 1 000 | **1 176** |
| Autres | 241 | 100 | **677** |
| Services de nature réglementaire | | | |
| Droits reliés aux décisions | 2 186 | 2 000 | **1 837** |
| Programmes à la frontière Canada / États-Unis | – | – | **1 791** |
| Autres | 1 133 | 705 | **1 288** |
| Services de nature non-réglementaire | | | |
| Administration des programmes provinciaux | 21 519 | 19 088 | **23 555** |
| Droits reliés aux services spéciaux | 1 761 | 1 846 | **1 736** |
| Autres | 585 | 873 | **1 457** |
| Autres droits et redevances | 36 | 75 | **27** |
| Total partiel | 32 067 | 27 059 | **38 528** |
| Moins : Montants perçus pour le compte des autres ministères | 1 111 | 2 171 | **1 162** |
| **Total des revenus disponibles en vertu de l'article 60 de la *Loi sur l'ADRC* (rentrées de fonds)** [2] | 30 956 | 24 888 | **37 366** |

[1] Voir la note au Tableau 6

[2] D'après la méthode de comptabilité de caisse. Les revenus disponibles pour l'ADRC sont enregistrées à 31 886 K$ en vertu de la méthode de comptabilité d'exercice intégrale tel qu'indiqué à la remarque 4a) de l'État des résultats – Activités de l'Agence.

Tableau 4.2 : Revenus non-fiscaux disponibles – Initiatives de facturation externes [1]

| Frais pour les utilisateurs externes/Nom de l'initiative (en milliers de dollars) | Source du droit de facturation | Estimation du coût total du programme sans tenir compte des barèmes | Revenus en recouvrement de coûts et frais d'utilisation 2001-2002 | 2002-2003 |
|---|---|---|---|---|
| **Ventes de biens et services** | | | | |
| **a. Droits et privilèges** | | | | |
| **a.1 Frais d'agrément des courtiers** | | | | |
| Frais d'agrément et d'examen des courtiers | Loi sur les douanes | 384 | 378 | 384 |
| **a.2 Frais d'entreposage dans les entrepôts de douanes** | | | | |
| Frais d'agrément d'entrepôts d'attente des douanes | Loi sur les douanes | 584 | 585 | 584 |
| Frais d'agrément d'entrepôts de stockage | Loi sur les douanes | 592 | 664 | 592 |
| **a.3 Technologie IONSCAN** | Loi sur l'ADRC, Sec. 60 | 591 | 241 | 591 |
| **TOTAL DES DROITS ET PRIVILÈGES** | | **2 151** | **1 868** | **2 151** |
| **b. Services de nature réglementaire** | | | | |
| **b.1 Frais de décision** | | | | |
| Frais de décision | LAFP, Sec. 19 | 2 000 | 2 169 | 1 837 |
| **b.2 Autres services de nature réglementaire** | | | | |
| Accord de fixation préalable des prix de transfert | Loi sur l'ADRC, Sec. 60 | 1 313 | 321 | 504 |
| Frais d'entreposage à Queen's Frontier | Loi sur les douanes | 659 | 717 | 659 |
| **b.3 Programmes concernant la frontière Canada/États-Unis** | | | | |
| NEXUS | Loi sur les douanes | 1 588 | 0 | 1 588 |
| Programme FAST | Loi sur les douanes | 203 | 0 | 203 |
| **TOTAL DES SERVICES DE NATURE RÉGLEMENTAIRE** | | **5 763** | **3 208** | **4 790** |
| **c. Autres biens et services (services non réglementaires)** | | | | |
| **c.1 Administration des programmes provinciaux [2]** | | | | |
| Compensation des remboursements provinciaux – Prévision globale | Loi sur l'ADRC, Sec. 60 | 369 | 145 | 369 |
| Remboursement aux visiteurs du Québec | Loi sur l'ADRC, Sec. 60 | 652 | 297 | 652 |
| Renouvellement de la forêt en Colombie-Britannique | Loi sur l'ADRC, Sec. 60 | 480 | 0 | 560 |
| Changement du taux de l'impôt sur le revenu des particuliers en CB | Loi sur l'ADRC, Sec. 60 | 0 | 98 | 0 |
| Indemnisation des accidentés du travail en Nouvelle-Écosse | Loi sur l'ADRC, Sec. 60 | 522 | 308 | 522 |
| Crédit d'impôt foncier de l'Ontario | Loi sur l'ADRC, Sec. 60 | 1 803 | 1 344 | 1 803 |
| Crédit d'impôt sur l'énergie en Alberta | Loi sur l'ADRC, Sec. 60 | 0 | 845 | 0 |
| Remise sur les frais d'énergie en CB | Loi sur l'ADRC, Sec. 60 | 0 | 493 | 0 |
| Crédit d'impôt sur la prospection minière en CB | Loi sur l'ADRC, Sec. 60 | 0 | 149 | 0 |
| TED provincial des sociétés | Loi sur l'ADRC, Sec. 60 | 0 | 0 | 99 |
| Recouvrement de l'impôt provincial sur les ventes | Loi sur l'ADRC, Sec. 60 | 6 271 | 4 065 | 6 271 |
| Programmes provinciaux de crédit d'impôt | Loi sur l'ADRC, Sec. 60 | 1 893 | 2 127 | 1 893 |
| **c.2 Frais de services spéciaux** | | | | |
| Service spécial des douanes hors site | Loi sur l'ADRC, Sec. 60 | 1 221 | 1 058 | 1 221 |
| Service spécial des douanes en dehors des heures normales | Loi sur les douanes | 511 | 688 | 511 |
| **c.3 Autres services non réglementaires** | | | | |
| Voyages de vérification à l'étranger | Loi sur l'ADRC, Sec. 60 | 250 | 119 | 215 |
| CANPASS | Loi sur les douanes | 236 | 218 | 236 |
| Assistance technique internationale | Loi sur l'ADRC, Sec. 60 | 600 | 52 | 600 |
| Projet de vérification consolidée | Loi sur l'ADRC, Sec. 60 | 326 | 0 | 326 |
| **TOTAL DES SERVICES NON RÉGLEMENTAIRES** | | **15 135** | **12 006** | **15 279** |
| **TOTAL GÉNÉRAL** | | **23 048** | **17 081** | **22 220** |

[1] Selon la méthode de comptabilité de caisse modifiée. Les montants selon la méthode de comptabilité d'exercice intégrale pour les exercices 2001-2002 et 2002-2003 sont de 17 668 K$ et 22 277 K$ respectivement.

[2] Les Frais de crédit d'impôt provincial (y compris le Crédit d'impôt sur le Film et la TV en CB, le Crédit d'impôt sur la Recherche et développement scientifique de la CB), et les majorations et prélèvements provinciaux sur le tabac et l'alcool, selon l'Accord sur le Recouvrement de l'impôt, correspondant à des montants de 10,7 M$ et 572 K$ respectivement, étaient basés sur un accord fondé sur une formule de calcul et négocié par Finances Canada et ne sont pas pris en compte dans cet exercice. Seulement les programmes provinciaux de recouvrement de coûts qui ne sont pas couverts par les Accords de recouvrement de l'impôt sont inclus.

Tableau 4.3 : Revenus non-fiscaux non disponibles

| (en milliers de dollars) | Revenus réels 2001-2002 | Revenus réels 2002-2003 |
|---|---|---|
| Redressements des sommes à payer des années antérieures | 1 594 | **3 865** |
| Ventes de produits et services | | |
| Droits et privilèges | | |
| Boutiques hors taxes | 5 531 | **826** |
| Édifices publics et location de biens | | |
| Location et utilisation de biens publics | 645 | **637** |
| Services de nature réglementaire | | |
| Autres | 18 | **9** |
| Autres droits et redevances | 286 | **396** |
| Produit de la vente de biens excédentaires de l'État | 327 | **588** |
| Divers | | |
| Recouvrement d'avantages sociaux des employés | 25 512 | **24 056** |
| Autres | 3 028 | **44** |
| Intérêts payés sur les revenus non-fiscaux – Autres | 11 | **11** |
| **Total des revenus non-fiscaux non disponibles** | 36 952 | **30 432** |

Tableau 5 : Paiements législatifs

| **Paiements législatifs par secteur d'activité** (en milliers de dollars) | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Secteur d'activité** | **Dépenses réelles 2000-2001** | **Dépenses réelles 2001-2002** | **Dépenses prévues 2002-2003** | **Autorisations finales 2002-2003** | **Dépenses réelles 2002-2003** |
| Programmes de prestations et autres services | 102 689 | 125 026 | 138 000 | 134 498 | **134 498** |
| **Total** | 102 689 | 125 026 | 138 000 | 134 498 | **134 498** |

Remarque : Ces montants représentent les versements faits à partir du crédit législatif des allocations spéciales pour enfants.

Tableau 6 : Paiements de transfert

| **Paiements de transfert par secteur d'activité** (en milliers de dollars) | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Secteur d'activité** | **Dépenses réelles 2000-2001** | **Dépenses réelles 2001-2002** | **Dépenses prévues 2002-2003** | **Autorisations finales 2002-2003** | **Dépenses réelles 2002-2003** |
| Services fiscaux | 118 953 | 108 125 | 110 326 | 115 769 | **109 307** |
| **Total** | 118 953 | 108 125 | 110 326 | 115 769 | **109 307** |

Remarque : Ces montants représentent les contributions versées à la province de Québec au titre de l'administration commune des taxes de vente fédérale et provinciale, à partir du Crédit 10 – Contributions. De plus, une somme de 2 254 K$ a été payée à la province de Québec (sous le crédit législatif pour les « Dépenses des revenus reçus par le biais de la conduite de ses opérations en vertu de l'Article 60 de la *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada* »). Cette somme de 2 254 K$ était un remboursement à l'Agence en 2002-2003 par la province de Québec, de paiements faits par l'Agence durant l'exercice 2001-2002. Les paiements de transfert comprennent aussi une contribution de 540 K$ en 2002-2003 à l'Association canadienne de construction d'habitations résidentielles.

## Tableau 7 : Besoins en ressources par organisation (fonctionnelle) et secteur d'activité

**Comparaison des dépenses prévues, approuvées et des dépenses réelles par organisation et par secteur d'activité pour 2002-2003**

| Organisation | Secteurs d'activité | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Services fiscaux | Programmes de prestations et autres services | Appels | Services douaniers | Gestion et orientation de l'entreprise | Total de l'organisation |
| | (en milliers de dollars) | | | | | |
| Bureau de direction [1] | – | – | – | – | 5 170 | 5 170 |
| *Autorisations finales* | – | – | – | – | *5 629* | *5 629* |
| **Dépenses réelles** | **–** | **–** | **–** | **–** | **4 885** | **4 885** |
| SC, Direction générale de la politique et de la législation [1] | 176 360 | – | – | – | 7 193 | 183 553 |
| *Autorisations finales* | *193 268* | – | – | – | *12 214* | *205 482* |
| **Dépenses réelles** | **185 364** | **–** | **–** | **–** | **12 258** | **197 622** |
| SC, Direction générale des cotisations et des recouvrements (C et R) [1] | 798 340 | 181 882 | – | – | – | 980 222 |
| *Autorisations finales* | *1 015 137* | *212 057* | – | – | – | *1 227 194* |
| **Dépenses réelles** | **1 007 673** | **203 977** | **–** | **–** | **–** | **1 211 650** |
| SC, Direction générale des douanes [1] | – | – | – | 561 952 | – | 561 952 |
| *Autorisations finales* | – | – | – | *634 812* | – | *634 812* |
| **Dépenses réelles** | **–** | **–** | **–** | **587 311** | **–** | **587 311** |
| SC, Direction générale des programmes d'observation (DGPO) [1] | 703 202 | – | – | – | – | 703 202 |
| *Autorisations finales* | *787 808* | – | – | – | – | *787 808* |
| **Dépenses réelles** | **761 648** | **–** | **–** | **–** | **–** | **761 648** |
| SC, Direction générale des appels [1] | – | – | 88 676 | – | – | 88 676 |
| *Autorisations finales* | – | – | *101 782* | – | – | *101 782* |
| **Dépenses réelles** | **–** | **–** | **98 888** | **–** | **–** | **98 888** |
| SC, Opérations régionales [1] | 52 861 | – | – | – | – | 52 861 |
| *Autorisations finales* | *40 448* | – | – | – | – | *40 448* |
| **Dépenses réelles** | **38 080** | **–** | **–** | **–** | **–** | **38 080** |
| SC, Direction générale des affaires publiques [1] | 16 361 | – | – | – | – | 16 361 |
| *Autorisations finales* | *49 680* | – | – | – | – | *49 680* |
| **Dépenses réelles** | **46 013** | **–** | **–** | **–** | **–** | **46 013** |
| SC, Vérification et évaluation de l'entreprise [1] | | – | – | – | – | – |
| *Autorisations finales* | | – | – | – | *12 934* | *12 934* |
| **Dépenses réelles** | | **–** | **–** | **–** | **12 500** | **12 500** |
| SC, Direction générale des finances et de l'administration (F et A) [1] | 105 482 | 350 | – | 23 685 | 288 924 | 418 441 |
| *Autorisations finales* | *48 558* | | – | *23 840* | *316 327* | *388 725* |
| **Dépenses réelles** | **45 361** | | **–** | **23 840** | **292 221** | **361 422** |
| SC, Direction générale des ressources humaines [1] | – | – | – | – | 137 164 | 137 164 |
| *Autorisations finales* | – | – | – | – | *168 491* | *168 491* |
| **Dépenses réelles** | **–** | **–** | **–** | **–** | **162 837** | **162 837** |
| SC, Direction générale de l'informatique (DGI) [1] | 38 462 | 12 674 | 225 | 5 746 | 225 483 | 282 590 |
| *Autorisations finales* | *69 855* | *9 407* | *1 129* | *46 941* | *365 769* | *493 101* |
| **Dépenses réelles** | **62 755** | **9 407** | **1 129** | **38 642** | **368 252** | **480 185** |
| Compte de l'entreprise [1] | (1 968) | 962 | (257) | 734 | 74 984 | 74 455 |
| *Autorisations finales* | *21 664* | *4 488* | *(92)* | *11 016* | *(44 330)* | *(7 254)* |
| **Dépenses réelles** | **28 345** | **4 203** | **(134)** | **10 887** | **(38 576)** | **4 725** |
| Recettes à valoir sur le crédit [1] | (103 018) | (380) | (8 436) | – | (29 055) | (140 889) |
| *Autorisations finales* | *(100 664)* | *(380)* | *(6 352)* | – | *(35 466)* | *(142 862)* |
| **Dépenses réelles** | **(100 664)** | **(380)** | **(6 352)** | **–** | **(35 466)** | **(142 862)** |
| **Total de l'Agence** | | | | | | |
| Dépenses prévues | 1 786 082 | 195 488 | 80 208 | 592 117 | 709 863 | 3 363 758 |
| *Autorisations finales* | *2 125 754* | *225 572* | *96 467* | *716 609* | *801 568* | *3 965 970* |
| **Dépenses réelles** | **2 074 575** | **217 207** | **93 531** | **660 680** | **778 911** | **3 824 904** |

1 Les données en caractères ordinaires sont les dépenses prévues selon le *Rapport de 2002-2003 sur les plans et priorités (RPP)* (voir Remarque ci-dessous); les données en caractères italiques indiquent le total des autorisations à partir du Budget principal et des Budgets supplémentaires des dépenses et autres autorisations. Les données en caractères gras indiquent les dépenses réelles.

Remarque : Peu de temps après que le RPP 2002-2003 fut complété, des directions générales fonctionnelles furent déplacées de la Direction générale des finances et de l'administration afin de mieux refléter la réalité organisationnelle. Les Publications furent intégrées aux Affaires publiques et aux Cotisations et recouvrements avec quelques montants moindres affectés aux autres directions générales impliquées. Les Affaires de l'entreprise furent divisées entre les Affaires publiques et la Vérification et évaluation de l'entreprise, avec une partie restant aux Finances et administration. Ces rajustements ont affecté les montants prévus et les autorisations ci-dessus.

| | Publications | Affaires de l'entreprise |
|---|---|---|
| Affaires publiques | 31 575 | 8 062 |
| C et R Services à la clientèle | 63 635 | |
| Douanes | 1 568 | |
| Autres | 1 744 | |
| Vérification et évaluation | | 11 694 |
| Finances et administration | 264 | 5 839 |
| De Finances et administration | **759 466** | **804 506** |

## Tableau 8 : Projets

Tableau 8.1 : Projets – Plan d'investissement

| Sommaire des dépenses d'investissement pour 2002-2003 | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Secteur d'activité fonctionnel / Initiatives du Plan d'investissement** (en milliers de dollars) | **Fonction** | **Dépenses réelles 2001-2002** | **ÉTP prévus 2002-2003** | **Dépenses prévues 2002-2003** | **ÉTP réels 2002-2003** | **Dépenses réelles 2002-2003** |
| **Services fiscaux** | | | | | | |
| Gouvernement en direct – Phase 1 | CetR | 12 882 | 22 | 2 118 | 22 | 2 118 |
| Gouvernement en direct – Phase 3 | CetR | | 124 | 15 200 | 102 | 13 162 |
| Recouvrements intégrés des revenus | CetR | 326 | 28 | 2 615 | 18 | 1 551 |
| Restructuration du rapprochement T1 | CetR | 665 | 21 | 1 219 | 21 | 1 219 |
| Automatisation T3 | CetR | 986 | 9 | 508 | 9 | 508 |
| Améliorations des centres d'appels | CetR | | 4 | 1 035 | 3 | 155 |
| Enveloppe de la suite pour l'entreprise | CetR | | | | | |
| Projet des autres levées | CetR | 12 105 | 160 | 15 326 | 154 | 14 978 |
| Registre du numéro d'entreprise | CetR | | 27 | 1 920 | 27 | 1 920 |
| Ré-ingénierie de la TPS/TVH | CetR | | 107 | 8 163 | 99 | 7 404 |
| Développement T2 | CetR | | 19 | 1 833 | 19 | 1 833 |
| Ré-ingénierie des déclarations de renseignements | CetR | | 12 | 1 255 | 12 | 1 255 |
| Cartes de débit (Bureaux des services fiscaux) | CetR | | 13 | 1 010 | 11 | 906 |
| Modernisation de la production électronique | CetR | | 23 | 5 000 | 23 | 3 460 |
| Système intégré de soutien des infrastructures d'entreprise | DGPO | | 52 | 5 200 | 28 | 1 941 |
| **Total partiel – Services fiscaux** | | **26 964** | **621** | **62 402** | **548** | **52 410** |
| **Appels** | | | | | | |
| Examen du système d'équité | Appels | 240 | 4 | 104 | 4 | 104 |
| **Total partiel – Appels** | | **240** | **4** | **104** | **4** | **104** |
| **Services douaniers** | | | | | | |
| Plan d'action des Douanes | Douanes | 20 834 | 245 | 36 544 | 175 | 28 665 |
| Remplacement G11 | Douanes | | 12 | 1 239 | 7 | 508 |
| Enveloppe de la sécurité publique (Nexus / Système de traitement accéléré des passagers) | Douanes | | 75 | 12 000 | 73 | 8 151 |
| **Total partiel – Services douaniers** | | **20 834** | **332** | **49 783** | **255** | **37 324** |
| **Gestion et orientation de l'entreprise** | | | | | | |
| Comptabilité par activités (CPA) | FetA | 270 | 3 | 500 | 2 | 300 |
| Réforme et renouvellement administratifs (RRA) | FetA | 3 540 | 31 | 13 858 | 19 | 5 700 |
| Fiche d'évaluation équilibrée | FetA | 2 903 | 56 | 9 592 | 42 | 6 638 |
| Stratégie d'information financière | FetA | 5 664 | 133 | 13 615 | 98 | 8 490 |
| Examens horizontaux | FetA | | | 100 | | 100 |
| Norme de classification de l'Agence (NCA) | RH | 613 | 5 | 1 000 | 5 | 570 |
| Affectation des ressources – RH | RH | 2 374 | 47 | 2 600 | 32 | 1 800 |
| Service de prestation de la rémunération | RH | | 6 | 1 428 | 3 | 1 170 |
| Gestion des positions des RH dans l'organisation | RH | | 5 | 821 | 1 | 536 |
| Stabilisation des Systèmes administratifs d'entreprise (SAE) | DGI | 1 400 | | 2 500 | | 2 500 |
| Mise à jour des SAE | DGI | 3 450 | | 1 650 | | 1 650 |
| Renseignement à l'entreprise / Aide à la décision (RE/AD) | DGI | | 12 | 3 208 | 12 | 3 208 |
| Enveloppe de l'infrastructure de la TI | DGI | | | | | |
| Récupération des centres de données | DGI | 2 011 | 61 | 9 130 | 61 | 6 612 |
| Infrastructure du commerce électronique | DGI | | 41 | 10 737 | 41 | 712 |
| Disponibilité du service | DGI | 5 884 | 59 | 8 799 | 59 | 8 799 |
| **Total partiel – Gestion et orientation de l'entreprise** | | **28 109** | **459** | **79 538** | **375** | **48 785** |
| **TOTAL DES SECTEURS D'ACTIVITÉ** | | **76 147** | **1 416** | **191 827** | **1 182** | **138 623** |
| Montant reporté à 2003-2004 | | | | | **234** | **53 204** |

Tableau 8.2 : Projets de capital principal

| **Projets de capital principal (crédit 5) par secteur d'activité** (en milliers de dollars) | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Secteur d'activité** | **Coût total estimatif courant** | **Dépenses réelles 2000-2001** | **Dépenses réelles 2001-2002** | **Dépenses prévues 2002-2003** | **Autorisations finales 2002-2003** | **Dépenses réelles 2002-2003** |
| Services douaniers | | | | | | |
| **Projets de construction de nouveaux locaux :** | | | | | | |
| Aldergrove (C.-B.) | 9 935 | | | 2 260 | | |
| Andover (N.-B.) | 5 761 | 43 | 23 | 1 075 | 795 | **798** |
| Armstrong (Qué.) | 7 076 | | 12 | 2 000 | 745 | **582** |
| Clarenceville (Qué.) | 644 | | 41 | 725 | 71 | **64** |
| Coutts (Alberta) | 27 762 | 217 | 10 280 | 1 520 | 11 333 | **13 243** |
| Coutts – Terrestre (Alberta) | 3 000 | | 2 401 | | | **13** |
| Coutts – Inspection des animaux (Alberta) | 1 600 | 1 600 | | | | |
| Douglas (C.-B.) | 25 015 | 123 | 119 | 1 200 | 2 362 | **1 203** |
| Emerson (Manitoba) | 12 658 | 406 | 319 | | | **156** |
| Emerson (East-Lynn) (Manitoba) | 500 | | 5 | 450 | | **10** |
| Fort Frances (Ont.) | 32 | 11 | | | | |
| Kingsgate (C.-B.) | 7 433 | | | 860 | | |
| Little Gold Creek (C.-B.) | 1 820 | 281 | 31 | | | |
| Nelway (C.-B.) | 852 | 36 | 6 | | | |
| Osoyoos (C.-B.) | 17 530 | 4 559 | 8 070 | 5 919 | 2 500 | **3 282** |
| Regway (Sask.) | 384 | | | | | |
| Rigaud (Qué.) | 440 | | 438 | | 8 | **9** |
| Saint-Bernard-de-Lacolle (Qué.) | 13 938 | | 37 | | | |
| Stanstead (Rock Island) (Qué.) | 13 500 | | 34 | 1 685 | 708 | **480** |
| Trout River (Qué.) | 2 934 | | | | | |
| Études de faisabilité | 1 584 | | 782 | | 59 | **53** |
| Modèles de conception | 300 | | 13 | | 15 | **15** |
| Nouveaux projets/ remplacements | 714 | | 13 | | 414 | **128** |
| **Projets liés aux installations existantes :** | | | | | | |
| Projets de santé et sécurité | 20 656 | 1 535 | 2 315 | 1 945 | 2 705 | **2 130** |
| Autres projets | 38 358 | 1 189 | 1 819 | 3 710 | 2 125 | **1 674** |
| **Total des projets de capital principal** | **214 426** | **10 000** | **26 758** | **23 349** | **23 840** | **23 840** |

Tableau 8.3 : Projets – Plan de gestion des biens

| Plan de gestion des biens | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Classe d'actifs** (en milliers de dollars) | **Fonction** | **Dépenses réelles 2001-2002** | **Dépenses prévues 2002-2003** | **Dépenses réelles 2002-2003** |
| Projets de capital principal de la Gestion des installations (voir Tableau 8.2) | FetA | 24 045 | 23 840 | 23 840 |
| L'exploitation et l'entretien de la Gestion des installations | FetA | 26 745 | 26 202 | 21 787 |
| Véhicules | FetA | 4 031 | 2 158 | 1 702 |
| Équipements pour la détection de la contrebande | Douanes | 345 | 3 060 | 3 060 |
| Équipements de laboratoire | FetA | 292 | 845 | 845 |
| Système d'alarme et de sécurité personnelle | FetA | 1 615 | 1 556 | 1 556 |
| Infrastructure de la TI | DGI | 62 987 | 106 047 | 109 323 |
| Équipements informatiques individuels (p.ex, ordinateurs personnels, ordinateurs portatifs, imprimantes) | DGI | 10 350 | 38 151 | 23 762 |
| Autres | FetA | 1 200 | 1 200 | 1 200 |
| **Total du Plan de gestion des biens** | | **131 610** | **203 059** | **187 075** |

Tableau 9 : Rapprochement des dépenses présentées dans le Rapport sur le Rendement par rapport à l'État des résultats – Activités de l'Agence pour 2002-2003

**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2003** (en milliers de dollars)

| **RAPPORT SUR LE RENDEMENT** (Voir Tableau 2) | | **EXTRAITS DES ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS ÉTAT DES RÉSULTATS – ACTIVITÉS DE L'AGENCE** (Voir l'État des résultats – Activités de l'Agence) | | |
|---|---|---|---|---|
| **Fonctionnement** | 3 700 121 | **Dépenses** | | |
| **Capital principal** | 23 840 | Personnel | | 3 218 042 |
| **Subventions et contributions votées** | 109 307 | Autres | | 1 072 647 |
| **Total partiel** | 3 833 268 | | | |
| **Subventions et contributions législatives** | 134 498 | | | |
| **Total des dépenses brutes** | 3 967 766 | **Total des dépenses** | | 4 290 689 |
| **Moins : Recettes à valoir sur le Crédit 1** | (142 862) | **Revenus non fiscaux** | | |
| | | Versées au Crédit 1 – ADRC | (142 862) | |
| | | Revenus disponibles | (31 886) | |
| | | Autres revenus non-fiscaux | (21 860) | (196 608) |
| **Total des dépenses nettes** | **3 824 904** | **Coûts nets d'exploitation** | | **4 094 081** |

**Rajustements à la méthode de caisse modifiée utilisée dans le *Rapport annuel de l'ADRC* afin de se rapprocher de la méthode de comptabilité d'exercice intégrale utilisée dans l'État des résultats – Activités de l'Agence :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Rapport sur le rendement** | | **3 824 904** | |
| **PLUS / (MOINS) :** | | | |
| 1 | Services fournis sans frais par d'autres ministères | 506 613 | Charges n'exigeant pas l'utilisation de crédits de l'année courante |
| 2 | Amortissement des immobilisations | 27 419 | |
| 3 | Perte nette sur aliénations d'actifs | 15 888 | |
| 4 | Rajustements aux charges des exercices précédents | (9 722) | |
| 5 | Fournitures consommables (inventaire) | 3 172 | |
| 6 | Autres rajustements | 128 | |
| 7 | Indemnités de cessation d'emploi | 60 163 | Évolution nette des besoins de financement futurs |
| 8 | Indemnités de congé annuel et de congé compensatoire | 14 041 | |
| 9 | Autres rajustements | 266 | |
| 10 | Dépenses en capital | (140 740) | Acquisitions d'actifs financées au moyen de crédits de l'année courante |
| 11 | Charges payées d'avance | (1 340) | |
| 12 | Revenus non-fiscaux disponibles (l'Article 60 de la *Loi sur l'ADRC*) | (31 886) | Revenus non-fiscaux qui ne peuvent pas être affectées aux crédits parlementaires |
| 13 | Autres revenus non-fiscaux | (21 860) | |
| 14 | Rajustement aux revenus des exercices précédents | (5 914) | |
| 15 | Allocations spéciales pour enfants | (134 498) | **État des charges administrées** (Voir l'État des charges administrées) |
| 16 | Allocation pour frais de chauffage [1] | (12 553) | |
| **États des résultats – Activités de l'Agence (Coûts nets d'exploitation)** | | **4 094 081** | |

[1] Le montant de 12 553 K$ est selon la méthode de comptabilité de caisse. L'état des résultats pour les activités administrées présente un montant de (1 117 K$), selon la base de la comptabilité d'exercice intégrale.

Tableau 9.1 : Rapprochement par article

| **Pour l'exercice terminé le 31 mars 2003** (en milliers de dollars) | | | |
|---|---|---|---|
| | **Rapport sur le rendement** | **Redressements** | **État des résultats** |
| **Personnel** | 2 996 890 | | |
| Contributions de l'employeur aux régimes d'assurance-maladie [1] | | 187 134 | |
| Indemnités pour accidents du travail [1] | | 2 940 | |
| Rajustements aux charges des exercices précédents [4] | | (592) | |
| Indemnités de cessation d'emploi [7] | | 60 163 | |
| Indemnités de congés annuels et de congés compensatoires [8] | | 14 041 | |
| Dépenses en capital (incl. Régimes d'avantages sociaux) [10] | | (42 208) | |
| Redressé aux Services professionnels et spéciaux | | (326) | |
| | | | **3 218 042** |
| **Transports et communications** | 194 662 | | |
| Rajustements aux charges des exercices précédents [4] | | (1 069) | |
| Dépenses en capital [10] | | (1 106) | |
| Charges payées d'avance [11] | | 370 | |
| | | | **192 857** |
| **Information** | 6 031 | | |
| Rajustements aux charges des exercices précédents [4] | | (32) | |
| Dépenses en capital [10] | | (37) | |
| Charges payées d'avance [11] | | 89 | |
| **Services de réclame, d'imprimerie et services connexes** | | | **6 051** |
| **Services professionnels et spéciaux** | 195 773 | | |
| Services juridiques fournis sans frais [1] | | 69 362 | |
| Services de vérification fournis sans frais [1] | | 4 089 | |
| Services de la paye [1] | | 2 072 | |
| Rajustements aux charges des exercices précédents [4] | | (3 526) | |
| Autres ajustements [9] | | 53 | |
| Dépenses en capital [10] | | (28 876) | |
| Charges payées d'avance [11] | | 83 | |
| Redressé du Personnel | | 326 | |
| **Autres services 39 760 K$**<br>**Services professionnels et spéciaux 199 596 K$** | | | **239 356** |
| **Location** | 14 418 | | |
| Rajustements aux charges des exercices précédents [4] | | (163) | |
| Dépenses en capital [10] | | (66) | |
| **Location de matériels et autres** | | | **14 189** |

| **Pour l'exercice terminé le 31 mars 2003** (en milliers de dollars) | | | |
|---|---|---|---|
| | **Rapport sur le rendement** | **Redressements** | **État des résultats** |
| **Achats de services de réparation et d'entretien** | 84 234 | | |
| Rajustements aux charges des exercices précédents [4] | | (1 254) | |
| Autres rajustements [9] | | 160 | |
| Dépenses en capital [10] | | 2 081 | |
| Charges payées d'avance [11] | | (1 882) | |
| **Services de réparation et d'entretien** | | | **83 339** |
| **Services publics, fournitures et approvisionnements** | 55 460 | | |
| Rajustements aux charges des exercices précédents [4] | | (307) | |
| Fournitures consommables (Inventaire) [5] | | 3 172 | |
| Dépenses en capital [10] | | (281) | |
| Redressé aux Autres charges | | (51) | |
| Redressé aux Achats de matériel | | (30) | |
| **Services publics : 510 K$** | | | **57 963** |
| **Fournitures et approvisionnements : 57 453 K$** | | | |
| **Autres subventions et paiements : 22 559 K$ (Rapport sur le rendement)** | 15 681 | | |
| Perte sur aliénations d'actifs [3] | | 15 888 | |
| Rajustement aux charges des exercices précédents [4] | | (85) | |
| Autres rajustements [6] | | 128 | |
| Dépenses en capital [10] | | (15) | |
| Rajustements aux revenus des exercices précédents [14] | 5 914 | (5 914) | |
| Allocation des frais de chauffage [16] | | (12 553) | |
| Revenus réutilisables (MRQ) – Redressé des Paiements de transfert | 2 254 | (2 254) | |
| Redressé des Achats de matériel | | 359 | |
| Redressé des Fournitures et approvisionnements | | 51 | |
| Redressé au Capital principal | (1 290) | 1 290 | |
| **Perte sur aliénations d'actifs : 15 888 K$** | | | **19 454** |
| **Autres charges : 3 566 K$** | | | |
| **Acquisition de machines et de matériel** | 130 094 | | |
| Rajustements aux charges des exercices précédents [4] | | (440) | |
| Autres rajustements [9] | | 53 | |
| Dépenses en capital [10] | | (47 682) | |
| Redressé des Fournitures et approvisionnements | | 30 | |
| Redressé aux Autres charges | | (359) | |
| **Achats de matériel** | | | **81 696** |

| **Pour l'exercice terminé le 31 mars 2003** (en milliers de dollars) | | | |
|---|---|---|---|
| | **Rapport sur le rendement** | **Redressements** | **État des résultats** |
| **Capital principal : 23 840 K$ (Rapport sur le rendement)** | | | |
| Dépenses en capital [10] | 22 550 | (22 550) | – |
| Redressé des Autres subventions et paiements | 1 290 | (1 290) | – |
| | | | – |
| **Paiements de transfert : 243 805 K$ (Rapport sur le rendement)** | | | |
| Rajustements aux charges des exercices précédents (MRQ) [4] | | (2 254) | |
| Subventions (allocations spéciales pour enfants) [15] | 134 498 | (134 498) | |
| Contributions : 109 307 K$ (Rapport sur le rendement) | 111 561 | | |
| Revenus disponibles (MRQ) – Redressé aux Autres subventions et paiements | (2 254) | 2 254 | |
| | | | **109 307** |
| **Revenus non-fiscaux** | | | |
| Recettes à valoir sur le crédit 1 | (142 862) | | |
| Revenus non-fiscaux disponibles (l'article 60 de la *Loi sur l'ADRC*) [12] | | (31 886) | |
| Autres revenus non-fiscaux [13] | | (21 860) | |
| | | | **(196 608)** |
| **Locaux** [1] | | 241 016 | **241 016** |
| **Amortissement des dépenses en capital** [2] | | 27 419 | **27 419** |
| **Totaux** | **3 824 904** | **269 177** | **4 094 081** |

| | | |
|---|---|---|
| 1 | Voir Tableau 3.2 Coûts des services fournis par d'autres ministères sans frais | 506 613 |
| 2 | Amortissement des immobilisations | 27 419 |
| 3 | Perte sur aliénations d'actifs | 15 888 |
| 4 | Rajustement aux charges des exercices précédents | (9 722) |
| 5 | Fournitures consommables (Inventaire) | 3 172 |
| 6 | Autres rajustements | 128 |
| 7 | Indemnités de cessation d'emploi | 60 163 |
| 8 | Congés annuels et congés compensatoires | 14 041 |
| 9 | Autres rajustements | 266 |
| 10 | Dépenses en capital | (140 740) |
| 11 | Charges payées d'avance | (1 340) |
| 12 | 37 366 K$ inclus dans le Rapport sur le rendement | (31 886) |
| 13 | Non inclus dans le Rapport sur le rendement | (21 860) |
| 14 | Rajustements aux revenus des exercices précédents | (5 914) |
| 15 | Allocations spéciales pour enfants – compris dans les charges administrées | (134 498) |
| 16 | Allocation pour frais de chauffage – voir la note à la page 2-70 | (12 553) |
| | | 269 177 |

Invitation à évaluer notre *Rapport annuel*

Après avoir lu *Rendons compte*, veuillez, s'il vous plaît, nous envoyer vos suggestions ou si vous désirez des renseignements supplémentaires envoyez un courriel à **rapport.annuel@ccra-adrc.gc.ca** ou écrivez-nous à l'adresse suivante :

*Directeur*
*Division de la régie et de la responsabilisation de l'entreprise*
*Direction de la planification et de la régie de l'entreprise et de la fiche d'évaluation équilibrée*
*Agence des douanes et du revenu du Canada*
*6e étage, 555, avenue MacKenzie*
*Ottawa ON K1A 0L5*

Téléphone : (613) 954-1626